

Altrad Investment Authority

A.I.A.

Exercice clos le 31 août 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

GRANT THORNTON
Cité Internationale
44, quai Charles-de-Gaulle
CS 60095
69463 Lyon Cedex 9
S.A. au capital de 2 297 184 €
632 013 843 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Membre du réseau Ernst & Young Global Limited
1025, rue Henri Becquerel
CS 39520
34961 Montpellier Cedex 2
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Altrad Investment Authority A.I.A.

Exercice clos le 31 août 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Associés de la société A.I.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société A.I.A. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Acquisition du groupe Prezioso sur l'exercice précédent : finalisation de l'affectation des justes valeurs des actifs et passifs acquis et évaluation définitive de l'écart d'acquisition

Description du risque	Travaux d'audit réalisés
<p>A la suite de son acquisition par A.I.A., le groupe Prezioso a été intégré au périmètre de consolidation du groupe Altrad le 1^{er} janvier 2016. Pour les besoins de la clôture annuelle des comptes clos au 31 août 2016 et conformément à la norme IFRS 3, la direction avait alors procédé à l'évaluation provisoire de l'écart d'acquisition correspondant estimé à M€ 502,1 représentant 20 % du bilan consolidé du groupe Altrad.</p> <p>L'évaluation définitive de l'écart d'acquisition et l'affectation des justes valeurs des actifs et passifs acquis ont été finalisées. Au 31 août 2017, l'écart d'acquisition définitif s'élève à M€ 505,5 en raison des corrections enregistrées dans le bilan d'ouverture de Prezioso comme présenté dans la note 2.4.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>La finalisation de l'affectation des justes valeurs des actifs et passifs acquis et évaluation définitive de l'écart d'acquisition constitue un point clé de l'audit eu égard au caractère significatif de cette acquisition et compte tenu du degré d'estimation et de jugement requis de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos diligences d'audit, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">- analysé les hypothèses et les modalités retenues par la direction pour l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs acquis au regard des critères prévus par les normes comptables concernées,- apprécié les corrections enregistrées dans le bilan d'ouverture de Prezioso, en comparant notamment les nouvelles hypothèses retenues avec celles de l'exercice précédent,- recalculé l'écart d'acquisition définitif à partir des éléments identifiés par la direction sur l'exercice clos le 31 août 2017.

■ **Présentation et comptabilisation des éléments non courants : restructuration, autres éléments non courants et sous-activité**

Description du risque

Pour faciliter la communication sur son niveau de performance opérationnelle récurrente, le groupe Altrad a choisi de présenter une ligne intermédiaire au sein du compte de résultat intitulée « Résultat opérationnel courant » afin d'isoler les impacts associés aux éléments non courants significatifs liés à des événements inhabituels et peu fréquents.

Ces coûts non courants peuvent être comptabilisés en charges dès l'exercice encouru ou encore sous forme de provisions pour risques et charges pour des coûts futurs selon le degré de probabilité de réalisation estimé par la direction. Ces provisions font l'objet d'une estimation par la direction.

La présentation et la comptabilisation des éléments non courants constituent un point clé de l'audit en raison du degré de jugement nécessaire pour identifier et estimer les produits et les charges devant être présentés et comptabilisés en éléments non courants.

Travaux d'audit réalisés

Dans un premier temps, nous avons analysé la définition des éléments non courants retenus par le Groupe afin de catégoriser les différentes natures de coûts pouvant être classés dans les éléments opérationnels non courants.

Dans un second temps, dans le cadre de nos travaux sur les éléments non courants, nous avons corroboré le raisonnement et les hypothèses de la direction justifiant du classement en éléments non courants.

■ Comptabilisation du chiffre d'affaires et des pertes à terminaison pour les contrats à long terme

Description du risque

Dans le segment des Services, les produits des contrats de construction et leurs coûts associés sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement définie par la norme comptable appropriée.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels. Les provisions pour pertes à terminaison et risques chantiers sont présentées au passif pour un montant de 6,5 millions d'euros au 31 août 2017.

La détermination de ces estimations à terminaison et des modifications qui peuvent s'avérer nécessaires au cours de la réalisation des chantiers et des opérations constitue un point clé de l'audit compte tenu du degré d'estimation et de jugement requis des directions opérationnelles des entités.

Travaux d'audit réalisés

Nous nous sommes entretenus avec les responsables projets et la direction pour apprécier les contrôles conçus et appliqués par le groupe pour évaluer la marge à terminaison et mesurer l'avancement du contrat.

Sur un échantillonnage de contrats à long terme, nous avons :

- rapproché les principales données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations données à terminaison (produits et charges), avec les éléments contractuels et les données de gestion,
- corroboré le pourcentage d'avancement retenu pour comptabiliser la marge et le chiffre d'affaires de l'exercice avec la réalisation des projets et/ou les coûts déjà engagés.

Enfin concernant les contrats à long terme déficitaires, nous avons :

- corroboré, sur un échantillonnage de contrats, les marges à terminaison estimées par la direction avec les risques identifiés et les difficultés rencontrées sur chaque contrat par les responsables de projet,
- réconcilié la provision pour contrats à long terme déficitaires enregistrée dans les comptes au 31 août 2017 avec les contrats déficitaires identifiés.

■ Evaluation des écarts d'acquisition et des marques commerciales

Description du risque

Au 31 août 2017, les écarts d'acquisition s'élèvent à M€ 845,9 et sont principalement liés aux deux récentes acquisitions Hertel et Prezioso pour M€ 193,2 et M€ 505,5.

D'autre part, les immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition) sont de M€ 71,2 dont M€ 66,6 au titre de marques commerciales. Ces marques commerciales sont considérées comme des actifs incorporels non amortissables. Les écarts d'acquisition et marques commerciales comptabilisés représentent 36 % de l'actif des comptes consolidés.

Conformément aux principes comptables en vigueur, le groupe Altrad procède à des tests de perte de valeur une fois par an ou dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Une dépréciation est comptabilisée au bilan lorsque la valeur recouvrable de ces actifs s'avère inférieure à leur valeur nette comptable.

Les valeurs recouvrables des écarts d'acquisition sont appréciées par référence à des flux nets de trésorerie futurs actualisés et sur la base du prévisionnel d'exploitation 2017/2018, extrapolé pour les périodes futures des sociétés concernées sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés, comme décrit dans la note 4 de l'annexe.

Les valeurs recouvrables des marques commerciales sont appréciées par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés calculés à partir de la méthode des redevances consistant à appliquer au chiffre d'affaires attendu par l'utilisation de la marque, un taux de redevance observé sur le marché pour des marques comparables comme décrit dans la note 5.2 de l'annexe.

L'évaluation des écarts d'acquisition et des marques commerciales constituent un point clé de l'audit compte tenu du caractère significatif des marques et des écarts d'acquisition et du degré élevé d'estimation et de jugements requis de la direction retenus pour déterminer les différentes hypothèses utilisées telles que les taux de croissance des prix et des volumes, les taux d'actualisation et de croissance à long terme.

Travaux d'audit réalisés

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance des processus et tester les contrôles clés mis en place par le groupe Altrad que nous avons estimé pertinents pour l'identification d'indices de perte de valeur et la réalisation annuelle des tests de perte de valeur au moyen d'entretiens avec la direction,
- examiner les méthodes d'évaluation retenues par la direction pour estimer la valeur recouvrable des actifs incorporels non amortissables et des écarts d'acquisition,
- corroborer, notamment avec la direction et nos experts, le caractère raisonnable des principales données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations comme par exemple les taux d'actualisation et taux de croissance à long terme, principalement par comparaison avec des données externes, en tenant compte des conditions spécifiques aux secteurs et aux pays,
- apprécier les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de trésorerie et comparer ces projections de flux de trésorerie des périodes précédentes avec les réalisations effectives correspondantes,
- tester par sondages l'exactitude des formules de calculs utilisées pour estimer les valeurs d'utilité retenues par la direction.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société A.I.A. par votre assemblée générale du 29 février 2016 pour le cabinet GRANT THORNTON et dans les statuts constitutifs du 23 décembre 2010 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 août 2017, le cabinet GRANT THORNTON était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la septième année dont quatre années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon et Montpellier, le 16 février 2018

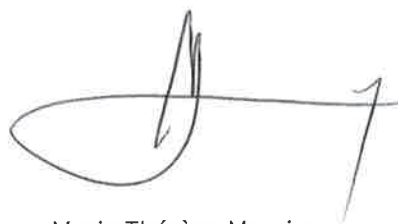
Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON



Robert Dambo

ERNST & YOUNG Audit



Marie-Thérèse Mercier



GROUPE ALTRAD

COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2017

Altrad Investment Authority, S.A.S.

16, avenue de la Gardie

34 510 FLORENSAC

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	31 août 2017	31 août 2016 ⁽¹⁾
Produits des activités ordinaires	21.1	2 160 295	2 158 132
Coût des matières & marchandises consommées		(483 605)	(527 042)
Charges de personnel	21.2	(869 058)	(938 214)
Frais généraux et administratifs		(482 273)	(400 740)
Provisions & amortissements		(84 134)	(81 047)
Résultat opérationnel courant		241 225	211 089
Autres produits et charges opérationnels non courants	22	(9 603)	(23 894)
Coûts de restructuration & de sous-activité	1.4	(10 087)	(7 822)
Résultat opérationnel		221 534	179 373
Produits trésorerie et équivalent de trésorerie	23	2 606	3 466
Coût de l'endettement financier brut	23	(29 378)	(26 681)
Coût de l'endettement financier net		(26 771)	(23 215)
Autres produits financiers (dont gains de change)	23	7 196	10 436
Autres charges financières (dont pertes de change)	23	(26 377)	(20 239)
Résultat avant impôt		175 583	146 356
Impôts sur le résultat	7	(36 715)	(19 750)
Quote-part de résultat des S.M.E.	6	(309)	(16)
Résultat net des activités poursuivies		138 558	126 590
Résultat net des activités abandonnées		(1)	293
Résultat net consolidé		138 558	126 883
Part du Groupe		137 621	127 087
Part attribuable aux intérêts non assortis de contrôle		936	(205)
Résultat net consolidé par action, part groupe	24	40,77	37,65
Résultat par action des activités poursuivies, part groupe	24	40,77	37,56
Résultat net consolidé dilué par action, part groupe	24	38,29	35,73
Résultat dilué par action des activités poursuivies, part groupe	24	38,29	35,65

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2016 tels qu'ils avaient été initialement publiés. Ces modifications sont détaillées en Note 2.4.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31 août 2017	31 août 2016 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé		138 558	126 883
Autres éléments du résultat global recyclables par le résultat		(21 748)	(41 718)
Ecart de conversion		(23 646)	(46 332)
Instruments de couverture - brut	12	1 898	4 614
Instruments de couverture - effet d'impôt			
Autres éléments du résultat global non recyclables par le résultat		2 605	(3 965)
Engagements postérieurs à l'emploi - brut	17	3 372	(5 132)
Engagements postérieurs à l'emploi - effet d'impôt		(768)	1 167
RESULTAT GLOBAL		119 414	81 200
Part du Groupe		118 438	81 598
Part attribuable aux intérêts non assortis de contrôle		976	(398)

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2016 tels qu'ils avaient été initialement publiés. Ces modifications sont détaillées en Note 2.4.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE – ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31 août 2017			31 août 2016 ⁽¹⁾
		Brut	Amortissements Dépréciations	Net	Net
Ecarts d'acquisition	4	846 836	(889)	845 947	851 110
Immobilisations incorporelles	5	84 600	(13 373)	71 227	75 964
Immobilisations corporelles	5	916 513	(583 325)	333 187	356 831
Actifs financiers et autres actifs non courants	6	6 722	(527)	6 195	5 748
Actifs d'impôts différés	7	30 675	-	30 675	32 073
Actifs non courants		1 885 347	(598 115)	1 287 232	1 321 726
Stocks	8	148 535	(3 661)	144 874	131 958
Créances clients	9	475 406	(25 866)	449 539	516 461
Impôts courants		15 226	-	15 226	21 803
Autres actifs courants	9	81 723	(1 966)	79 757	77 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	553 959	-	553 959	479 434
Actifs courants		1 274 848	(31 493)	1 243 355	1 226 784
Actifs destinés à être cédés	14	77		77	1 629
TOTAL ACTIF		3 160 273	(629 608)	2 530 664	2 550 140

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2016 tels qu'ils avaient été initialement publiés. Ces modifications sont détaillées en Note 2.4.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE - PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31 août 2017	31 août 2016 ⁽¹⁾
Capital et Réserves	15	452 827	339 318
Ecart de conversion		(46 962)	(21 808)
Résultat de l'exercice part du Groupe		137 621	127 087
Intérêts non assortis de contrôle	15	3 590	2 321
Capitaux propres		547 074	446 917
Autres Fonds Actionnaires	10	93 224	91 109
Dettes financières non courantes	10	947 413	994 206
Provisions et avantages sociaux non courants	16/17	71 282	86 024
Autres passifs non courants	19	42 335	79 820
Passifs d'impôts différés	7	17 609	18 096
Passifs non courants		1 171 864	1 269 256
Dettes financières courantes	10	64 771	63 235
Provisions et avantages sociaux courants	16/17	36 611	53 604
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18	403 517	397 015
Impôts courants	18	18 848	24 665
Autres passifs courants	18	287 979	295 448
Passifs courants		811 726	833 968
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		2 530 664	2 550 140

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2016 tels qu'ils avaient été initialement publiés. Ces modifications sont détaillées en Note 2.4.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	Notes	31 août 2017	31 août 2016 ⁽¹⁾
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net - part du Groupe		137 621	127 087
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées		936	(205)
Résultat des sociétés ME		309	16
Dotations et reprises aux Amortissements et provisions		54 283	54 721
Variation de juste valeur sur les instruments financiers		(41)	804
Plus et moins values de cession		18 865	20 317
Impôts différés	7.1	1 557	(19 489)
Capacité d'autofinancement		213 531	183 252
Charge d'impôt courant	7.1	35 158	39 239
IS décaissé		(32 482)	(39 849)
Coût de l'endettement financier net	23	26 771	23 215
Variation du besoin en fonds de roulement		63 940	36 703
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		306 918	242 560
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaisst / acquisition immos incorporelles		(1 317)	(626)
Décaisst / acquisition immos corporelles		(81 176)	(87 315)
Encaisst / cession d'immos corporelles et incorporelles		6 697	4 183
Décaisst / acquisition immos financières		(419)	1 730
Encaisst / cession immos financières		172	1 904
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		706	(449 310)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(75 336)	(529 434)
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation des fonds propres (ORA)		0	40 000
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		(20 305)	(8 103)
Dividendes versés aux minoritaires		(166)	(524)
Intérêts décaissés		(22 757)	(25 065)
Encaissements provenant d'emprunts		2 219	502 185
Remboursement d'emprunts et autres dettes		(103 745)	(39 890)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(144 754)	468 603
VARIATION DE TRESORERIE		74 552	165 120
Incidences des variations de taux de change		(12 275)	(16 609)
TRESORERIE A L'OUVERTURE		479 120	314 000
TRESORERIE A LA CLOTURE		553 672	479 120

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2016 tels qu'ils avaient été initialement publiés. Ces modifications sont détaillées en Note 2.4.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Ecarts de conversion	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts non assortis de contrôle	Total Capitaux propres consolidés
CAPITAUX PROPRES AU 31 AOÛT 2015	337 593	16 972	24 372	(13 284)	365 652	4 524	370 176
Dividendes distribués au titre du résultat net 2015	-	-	-	(8 274)	(8 274)	(490)	(8 764)
Opérations sur capital (3)	-	-	-	14 460	14 460	-	14 460
Variations de périmètre (2)	-	-	-	(7 786)	(7 786)	(3 368)	(11 154)
Résultat net consolidé 2016	-	-	-	127 087	127 087	(205)	126 882
Autres éléments du résultat global	-	-	(46 180)	691	(45 489)	(193)	(45 682)
Autres (4)	-	-	-	(1 054)	(1 054)	2 054	1 000
CAPITAUX PROPRES AU 31 AOÛT 2016 (1)	337 593	16 972	(21 808)	111 840	444 597	2 321	446 917
Dividendes distribués au titre du résultat net 2016	-	-	-	(20 305)	(20 305)	(119)	(20 424)
Opérations sur capital (3)	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre (2)	-	-	-	720	720	184	904
Résultat net consolidé 2017	-	-	-	137 621	137 621	936	138 558
Autres éléments du résultat global	-	-	(23 686)	4 503	(19 183)	40	(19 143)
Autres (4)	-	-	(1 468)	1 504	36	228	263
CAPITAUX PROPRES AU 31 AOÛT 2017	337 593	16 972	(46 962)	235 883	543 484	3 590	547 074

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2016 tels qu'ils avaient été initialement publiés. Ces modifications sont détaillées en Note 2.4.

(2) Au 31 août 2017, l'impact des variations de périmètre s'analyse principalement par la différence entre paiement de la dette de put Profix et le solde de cette dernière au 31 août 2016 (720K€) et par l'augmentation des minoritaires liée à l'acquisition de la société Multi up.

Au 31 août 2016, l'impact des variations de périmètre s'analysaient principalement de la façon suivante :

■ *Part Groupe (7 786) K€:*

- Revalorisation de la dette envers les minoritaires GENERATION : (1 191) K€
- Revalorisation de la dette envers les minoritaires Trad H&S et Trad Group : (6 817) K€

■ *Part Minoritaires (3 368) K€ :*

- Constatation des minoritaires lors de l'entrée de périmètre du Groupe Prezioso pour (1 991) K€

- Reclassement de la part minoritaire de Kok Chang pour (1 377) K€ suite au rachat de participation minoritaire de 40%.

(3) Au 31 août 2016, les opérations sur capital correspondaient à la composante capitaux propres de l'emprunt ORA pour un montant de 14.5 M€. En effet l'emprunt ORA, souscrit au cours de l'exercice 2015/2016, a fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») entre une composante capitaux propres et une composante dettes.

Les informations complémentaires sont détaillées en Note 10. Trésorerie et endettement net

(4) Au 31 août 2016, les variations Autres correspondaient à la réaffectation de (2 018) K€ de la part minoritaire à la part groupe sur l'exercice 2015/2016 concerne la société Alkhodari-Hertel. En effet, un accord d'actionnaires prévoit que la participation du minoritaire est limitée à son apport financier. Ces variations intègrent également 1M€ lié aux corrections du bilan d'ouverture (cf. note 2.4.2)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Sommaire

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	9
NOTE 2	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	11
NOTE 3	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	22
NOTE 4	ECARTS D'ACQUISITION	28
NOTE 5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	30
NOTE 6	ACTIFS FINANCIERS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS	31
NOTE 7	IMPOTS SUR LE RESULTAT	32
NOTE 8	STOCKS.....	34
NOTE 9	CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	35
NOTE 10	TRESORERIE ET ENDETTEMENT NET	36
NOTE 11	ENGAGEMENTS HORS BILAN	39
NOTE 12	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	39
NOTE 13	DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES.....	40
NOTE 14	ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES.....	41
NOTE 15	CAPITAUX PROPRES	41
NOTE 16	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	42
NOTE 17	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES.....	43
NOTE 18	PASSIFS COURANTS.....	45
NOTE 19	AUTRES PASSIFS NON COURANTS	45
NOTE 20	INFORMATION SECTORIELLE	46
NOTE 21	INFORMATIONS SUR LE RESULTAT OPERATIONNEL COURANT.....	48
NOTE 22	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS.....	49
NOTE 23	RESULTAT FINANCIER.....	50
NOTE 24	RESULTAT NET PAR ACTION	50
NOTE 25	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	50
NOTE 26	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	51
NOTE 27	INFORMATIONS RELATIVES AUX DIRIGEANTS SOCIAUX	51

Description de l'activité

Avec l'acquisition des groupes Hertel, Prezioso et Cape, respectivement en 2015, 2016 et post-clôture 2017, le Groupe Altrad est entré dans une nouvelle phase de son évolution. Il est devenu aujourd'hui un leader mondial des services à l'industrie.

Le Groupe Altrad initialement est spécialisé dans les activités de location de matériels, avec ou sans prestations de services, dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie ainsi que dans la fabrication et la vente d'échafaudages, de bétonnières, de brouettes et de produits tubulaires.

Suite à l'acquisition d'Hertel en 2015, le Groupe Altrad est devenu un des leaders mondiaux dans le domaine de la maintenance industrielle SIPM (Scaffolding, Insulation, Painting, Mechanical) avec des positions fortes sur les services d'échafaudages et isolation, dans les industries de process, énergie, Oil and Gas, onshore.

Avec l'acquisition de Prezioso en 2016, une nouvelle étape majeure est franchie : le groupe accroît son leadership, complète sa présence industrielle, en ajoutant une position de leader dans l'industrie pétrolière de l'offshore, et étend sa couverture géographique notamment en Afrique et Scandinavie. Prezioso fournit des services de maintenance critiques pour des actifs industriels importants et de grande valeur, principalement pour les industries pétrolières et nucléaires.

Le succès en septembre 2017 de l'offre publique d'achat sur le groupe Cape, un des leaders de la fourniture de services à l'industrie intervenant dans le secteur de l'énergie, vient

conforter de manière éclatante la capacité du groupe comme un acteur incontournable sur ses marchés.

Base de préparation des états financiers consolidés

La société par actions simplifiée Altrad Investment Authority (A.I.A.) est soumise à l'obligation légale de consolidation conformément aux dispositions du Code de Commerce.

Les comptes consolidés du Groupe Altrad clos le 31 août 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Altrad Investment Authority en date du 2 février 2018. Ils seront soumis à l'approbation des associés lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 20 février 2018.

A compter du 1er septembre 2014, suite à un apport par l'actionnaire majoritaire de ses titres à la société Altrad Participations, Altrad Participations est devenue l'actionnaire majoritaire d'Altrad Investment Authority. La société Altrad Participations établit depuis la clôture 31 août 2015 des comptes consolidés en normes IFRS incluant Altrad Investment Authority et toutes ses filiales. Toutefois, la société Altrad Investment Authority ayant émis des titres de créances (emprunt obligataire) admis aux négociations du marché réglementé Euronext, elle reste soumise à l'obligation de publier des comptes consolidés à son niveau, comme les années précédentes, et ne peut se prévaloir d'une exemption au titre de sous-groupe.

Les notes explicatives ci-après accompagnent la présentation des comptes et en sont partie intégrante.

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Opérations de croissance externe

Cette année, les opérations de croissance externe ont été marquées par des rachats de participations des minoritaires afin de détenir la totalité du capital de ces sociétés.

1.1.1 Rachats de participations minoritaires

Generation

Le 1 septembre 2016, conformément à l'accord entre les actionnaires convenu lors de l'acquisition de la société Generation, le Groupe a négocié le rachat de la participation de l'actionnariat minoritaire afin de porter sa participation à 100% pour un montant de 44.7M€. Ce rachat de participations minoritaires intervenus sur la période 2016/2017 faisait l'objet d'une dette au bilan des comptes consolidés clos au 31 août 2016 pour un montant de 44,6M€.

AMBH

Suite à un accord signé avec les nouveaux actionnaires majoritaires locaux stipulant que 100% des profits de la société

seront attribués à Hertel Middle East Holding, la société AMBH a été intégrée globalement au 31 août 2017. Au 31 août 2016, la société était mise en équivalence.

1.2 Opérations sur le périmètre existant

Rationalisation de l'organigramme du Groupe

Afin de rationaliser l'organigramme du Groupe, les opérations internes suivantes ont été effectuées :

- Fusion de la société S&P Gerüstbau GmbH dans la société Hertel Industrie Service GmbH au 1er septembre 2016.
- Dissolution de la société Aurore avec un effet rétroactif au 1 septembre 2016 et effective par transmission universelle du patrimoine à Altrad Investment Authority à compter du 13 Août 2017
- Il a été décidé de regrouper les réseaux du Groupe Altrad de la région PACA pour les activités, vente, location et montage d'échafaudages au sein de la société GARRONE renommée Altrad PACA. Dans ce cadre-là, les Agences d'Aubagne Arnholdt et de Soframat ont cédé leur fonds de commerce à Altrad PACA le 29 juillet 2016 avec effet au 1^{er} septembre 2016.

- Le 1er septembre 2016, l'activité de la société SOFRAMAT-ETEM a été transférée : cela concerne son activité location de l'agence d'Eragny et l'agence de Vendeville à Altrad Arnholdt, et son activité vente d'échafaudage de l'agence d'Herblay à Altrad Plettac Mefran, sous la forme d'apport partiel d'actif.
- Liquidation de la société Hertel Mechanical le 27 février 2017.

Création de sociétés

- Création de la société australienne en février 2017, Remediation Rectification Works Pty. Ltd
- Création de la société Altrad HUB DMCC le 17 août 2017.

Multi up

Le Groupe a procédé le 10 avril 2017 à l'acquisition de la société Multi-up à hauteur de 25.5% des titres de participation. La société a été consolidée selon la méthode de l'Intégration Globale avec 51% de contrôle.

Groupe Hertel

Le remboursement par les anciens actionnaires du Groupe Hertel au titre d'une procédure initiée après l'acquisition par la société Altrad Investment Authority a mené à la diminution du prix d'acquisition des titres Hertel pour un montant de 4.7M€. Ce montant a été enregistré au 31.08.2017 au compte de résultat sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Groupe Prezioso

Le calcul du goodwill du Groupe Prezioso acquis en 2016 a été effectué de manière définitive à la clôture d'août 2017 et ce, conformément au délai de 12 mois accordé par la norme IFRS 3.

Les informations complémentaires concernant la finalisation du calcul de ce goodwill sont détaillées au paragraphe 2.4.1

Finalisation de l'affectation des justes valeurs relatives aux entrées de périmètre N-1.

1.3 Financement

Le Groupe Altrad a annoncé, le 7 juillet, le dépôt d'une offre publique d'achat (OPA) sur le Groupe Cape, un des leaders mondiaux dans la fourniture de services à l'industrie intervenant principalement dans le secteur de l'énergie.

Cette offre a été recommandée à l'unanimité par le conseil d'administration de Cape. Après l'obtention de l'autorisation des autorités de contrôle des concentrations du Royaume-Uni, l'offre est devenue inconditionnelle et a été clôturée le 8 septembre 2017. A aujourd'hui le Groupe Altrad détient 100% de Cape. Le Groupe Cape sera consolidé dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 8 septembre 2017.

Le prix d'acquisition des titres Cape s'élève à 370M€ et la dette bancaire du groupe Cape a été remboursée pour un montant de 220M€.

Le pool bancaire a été sollicité pour la mise en place d'un nouveau crédit syndiqué d'un montant total de 400M€. Le contrat a été signé en juillet 2017 avec une banque et a ensuite fait l'objet d'une syndication avec le pool bancaire historique ainsi que deux nouveaux partenaires financiers. Le tirage de cet emprunt est intervenu post-clôture en septembre 2017.

Ces ressources nouvelles ont permis de sécuriser l'acquisition de la Cape, dès l'annonce de l'OPA.

1.4 Restructuration et taux d'utilisation des sites industriels

Comme pour l'exercice précédent, les comptes consolidés ont été arrêtés selon l'option suivante, à savoir que les coûts consécutifs à la restructuration des sites industriels et les charges de sous-activité ont été identifiés entité par entité et isolés sur une ligne spécifique du compte de résultat « coûts de restructuration et charge globale de sous-activité » pour un montant total de 10 087 K€ contre 7 822K€ au 31août 2016.

Les coûts identifiés sont de trois types différents :

- Les coûts engagés pour adapter la structure du groupe au niveau de l'activité économique actuel s'élèvent à 6 097€ (contre 3 008 K€ en 31 août 2016). Ils correspondent à des coûts de licenciement et coûts de restructuration. La variation s'explique principalement par les restructurations mises en œuvre dans les sociétés Altrad Beaver84, Poujaud, et Altrad Etais sur la période 2016/2017.
- Malgré les opérations de restructuration menées en plusieurs phases tout au long des quatre derniers exercices, le groupe a connu des périodes de sous-activité qu'il a retraité. La charge globale de sous-activité non absorbée compte tenu du niveau d'activité de l'exercice comparé à un niveau standard a été calculée entité par entité, et présentée sur cette ligne « coûts de restructuration et charge globale de sous-activité » pour un montant de 3 350K€ (contre 4 260K€ au 31 août 2016).
- Par ailleurs, le coût de revient des stocks de produits fabriqués à la clôture a également été retraité de la quote-part de charges fixes non absorbées. Cette dernière a été exclue du coût de revient et comptabilisée dans les charges de l'exercice pour un montant de 640K€ (contre 554K€ au 31 août 2016) sur cette ligne « coûts de restructuration et charge globale de sous-activité ».

Des détails sont fournis en Note 2.3.2 sur ces éléments.

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe Altrad sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration et qui est applicable au 31 août 2017.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC) et est disponible sur le site internet de la Commission européenne:

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopte-d-commission

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte, ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.

2.1.1 Nouvelles normes et interprétations applicables sur l'exercice clos le 31 août 2017

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 août 2016, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2012-2014)
- Amendements à IFRS 11: Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes
- Amendements à IAS 16 et IAS 38: Clarification sur les modes d'amortissement acceptables
- Amendements à IAS 16 et IAS 41 Agriculture : plantes productrices
- Amendements à IAS 1 : Initiative concernant les informations à fournir
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 : Entités d'investissement : application de l'exception de consolidation

L'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations n'a eu aucun impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

Normes dont l'application n'est pas obligatoire au 31 août 2017 :

De plus, les normes, interprétations et amendements ou révisions suivantes ne sont pas encore appliquées aux états financiers consolidés de l'exercice dans la mesure où ils ont été adoptés par l'Union européenne mais que leur application n'est pas obligatoire sur l'exercice clos au 31 août 2017, ou qu'elles n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne, et que leur application n'a pas été anticipée dans les comptes du Groupe :

Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (exercices ouverts à compter du)
IFRS 9 – Financial Instruments	1/01/2018	1/01/2018
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients & amendements date d'entrée en vigueur d'IFRS 15	1/01/2018	1/01/2018
Clarifications apportées à IFRS 15	1/01/2018	1/01/2018
IFRS 16 – Leases	1/01/2019	1/01/2019
Amendments to IFRS10 and IAS28 : Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture	Reportée sine die	Suspendu
Amendments to IFRS 2: Classification and Measurement of Share-based Payment Transactions	1/01/2018	Endossement attendu Q1 2018
Amendments to IFRS4: Applying IFRS9 Financial Instruments with IFRS4 Insurance Contracts	1/01/2018	1/01/2018
Annual Improvements to IFRS (Cycle 2014-2016)	1/01/2017 ou 1/01/2018	Endossement attendu Q1 2018
IFRIC 22 Foreign Currency Transactions and Advance Consideration	1/01/2018	Endossement attendu Q1 2018
Amendments to IAS 40 : Transfers of Investment Property	1/01/2018	Endossement attendu Q1 2018
IFRIC 23 Uncertainty over Income Tax treatments	1/01/2019	Endossement attendu Q1 2018
Amendments to IAS 12: Recognition of Deferred Tax Assets for Unrealised Losses	1/01/2017	1/01/2017
Amendments to IAS 7: Disclosure Initiative	1/01/2017	1/01/2017
IFRS 17 Insurance contracts	1/01/2021	TBD
Amendments to IFRS 9: Prepayments with negative compensation features	1/01/2019	Endossement attendu 2018
Amendments to IAS 28: Long-term Interests in Associates and Joint Ventures	1/01/2019	Endossement attendu 2018
Annual Improvements to IFRS (Cycle 2015-2017)	1/01/2019	Endossement attendu 2018

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours.

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients » : Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients. Il convient alors de respecter 5 étapes : identification du contrat conclu avec le client, identification des obligations de performance incluses dans le contrat, détermination du prix de transaction du contrat, allocation du prix de transaction aux différentes obligations de performance et reconnaissance du revenu lorsqu'une obligation de performance est remplie. L'analyse des effets de cette norme sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe est en cours.

IFRS 16 « Leases » : La nouvelle norme élimine la distinction location simple/ location financement en imposant au locataire de comptabiliser un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'une dette représentant l'obligation de payer ce droit, sauf exceptions (contrats d'une durée raisonnablement certaine inférieure à 12 mois ou actifs sous-jacents de faible valeur – i.e. dont la valeur unitaire à neuf n'excède pas environ 5.000 \$ et qui peuvent être utilisés séparément). L'amortissement du droit d'utilisation et les intérêts sur le passif sont ensuite comptabilisés séparément au compte de résultat. L'analyse des effets de cette norme sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe est en cours.

Par ailleurs, les comptes consolidés annuels du Groupe Altrad ne tiennent pas compte des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC à la date de clôture.

2.1.2 Options retenues par le Groupe Altrad lors de la première adoption des normes IFRS

Dans le cadre de la première adoption des normes IFRS sur les comptes clos au 31/08/2008, le groupe Altrad avait effectué les options suivantes :

- valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles : l'option d'évaluation de ces actifs à leur juste valeur à la date de transition n'a pas été retenue ;
- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er septembre 2006 n'ont pas été retraités ;
- conversion des comptes des filiales étrangères : les réserves de conversion relatives à la consolidation des filiales en devises étrangères ont été annulées au 1er septembre 2006 en contrepartie du report à nouveau.

2.1.3 Options retenues par le Groupe Altrad quand les normes IFRS prévoient des options en matière de comptabilisation ou d'évaluation

Certaines normes du référentiel IFRS prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Le Groupe a donc choisi :

- Evaluation des immobilisations corporelles et incorporelles (IAS38 et IAS16) : les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti.

Il n'est donc pas prévu de pratiquer une réévaluation annuelle des immobilisations corporelles et incorporelles.

- Méthode de comptabilisation des stocks selon « Premier entré, premier sorti » (IAS 2).
- Pour le traitement des options d'achat sur intérêts minoritaires dans le cadre des regroupements d'entreprises (« put options »), le Groupe a opté, dès la prise de contrôle, pour la comptabilisation d'une dette au passif du bilan consolidé en contrepartie d'une absence de reconnaissance des intérêts minoritaires (applicable notamment sur les filiales IRBAL, Trad Group, Trad H&S, Star Events, Dessa, Prezioso).

2.2 Utilisations d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers requiert de la Direction Générale du Groupe Altrad de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses ayant des incidences sur les montants des actifs et passifs inscrits au bilan consolidé et les montants inscrits en charges et produits au compte de résultat. Les résultats réels ultérieurs pourraient donc sensiblement différer des estimations retenues par le Groupe en fonction de conditions différentes à la date de réalisation.

Les estimations et hypothèses concernent notamment :

- Les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition et des marques (IAS 36), sensibles aux hypothèses retenues pour la prévision des flux de trésorerie futurs ainsi que pour le taux d'actualisation retenu (cf. Note 4 et Note 5) ;
- Le calcul de l'impact de la sous-activité sur la valorisation du coût de revient des stocks et sur la charge globale de sous-activité présentée sur une ligne distincte (cf. note 1.4) ;
- L'estimation des provisions pour risques et charges relatifs aux litiges en cours et aux plans de restructuration (cf. Note 16) ;
- L'évaluation des provisions pour dépréciation des créances clients (Cf. Note 9) et des stocks (Cf. Note 8) ;
- La recouvrabilité des impôts différés actifs relatifs à l'utilisation probable future des déficits fiscaux disponibles (cf. Note 7.3).

2.3 Principes comptables

2.3.1 Eléments du bilan

Regroupements d'entreprises et écart d'acquisition

Lors d'une acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de douze mois, et rétroactivement à la date d'acquisition. Tout surplus du coût d'acquisition par rapport à la quote-part de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs et passifs identifiables acquis est comptabilisé en écart d'acquisition. Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Les écarts d'acquisition, évalués à leurs coûts tel que décrit ci-dessus, sont, le cas échéant, diminués des cumuls des pertes de valeurs. Ils sont affectés par unité génératrice de trésorerie (UGT), ne sont pas amortis et font l'objet de tests annuels de perte de valeur. La valeur comptable de l'écart d'acquisition est comparée à la plus élevée de la juste valeur et de la valeur d'utilité. Si ce test confirme une perte de valeur, l'écart d'acquisition est déprécié.

L'appréciation de la valeur d'utilité se fonde sur l'évolution prévisionnelle des flux de trésorerie actualisés des unités génératrices de trésorerie. Le Groupe considère ses activités regroupées en Pôles comme des segments de reporting, chaque segment correspondant à une UGT. Ainsi deux grands Pôles d'activité se distinguent au sein du Groupe Altrad : Le Pôle Services et le Pôle Equipement. Du fait de la multidisciplinarité métiers et de la dispersion géographique des filiales du Pôle Services, il n'est pas possible de définir de plus petits groupes identifiables d'actifs au sein du pôle Services dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs. Le pôle Services constitue donc une UGT à part entière.

La méthode prolonge sur six ans le flux de trésorerie du budget de l'année suivante selon un taux de croissance propre à chaque UGT, puis à l'infini selon un taux normatif de 2%.

Le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital pour l'exercice 2016/2017, soit 9.22 % pour les sociétés composant le Pôle Services du Groupe et 7.75% pour les sociétés du Pôle Equipement du Groupe (contre 8% en 2015/2016).

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements industriels sont évalués au coût historique, diminué du cumul des amortissements et dépréciations. Le coût des actifs peut également inclure des frais accessoires directement attribuables à l'actif. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, les actifs industriels sont supposés être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est généralement pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé de façon linéaire et en fonction des composants et de leur durée d'utilité effective.

	Décomposition par composants	Durée d'amortissement
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Concessions, brevets, licences		1 à 11 ans
Autres immobilisations incorporelles		1 à 5 ans
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Constructions :		
- Structure (gros œuvre)	60%	17 à 60 ans
- Façades, étanchéité	15%	15 à 20 ans
- Installations générales & techniques	15%	10 à 15 ans
- Agencements	10%	5 à 10 ans
Robots de soudure :		
- Générateur	7%	7 ans
- Autres	93%	15 ans
Cabine de peinture :		
- Cabine	75%	15 ans
- Automate & électronique	25%	10 ans
Installations techniques et matériels		5 à 15 ans
Matériel de transport		7 mois à 5 ans
Autres immobilisations		2 à 15 ans

Contrat de location financement et de location simple

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement ayant pour effet de transférer au Groupe les avantages et risques inhérents à la propriété du bien sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles. Ces immobilisations sont évaluées à la juste valeur du bien loué ou, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. En contrepartie il est constaté un passif équivalent en dettes de crédit-bail ventilées en part à court terme et long terme. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire et la durée d'utilité appliquée par le Groupe aux autres actifs de même nature dont il est propriétaire, ou si elle est plus courte sur la durée du contrat de location financement.

Les frais de location simple sont inscrits en charges au compte de résultat.

Actifs financiers non courants

Ils comprennent les titres disponibles à la vente et autres titres ainsi que les autres actifs non courants : prêts à long terme, dépôts et cautionnements.

Dépréciation des actifs corporels

Les actifs corporels sont dépréciés dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur ou de diminution des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de ces actifs. L'évaluation à leur juste valeur est alors réalisée par une société d'expertise indépendante et est alors retenue la valeur la plus élevée de la juste valeur ou de la valeur d'utilité.

Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Les actifs et passifs immédiatement disponibles à la vente, sont classés en actifs et passifs destinés à être vendus. Les actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. Les actifs corporels destinés à la vente ne sont plus amortis.

Les entreprises associées

Les entreprises associées sont des participations dans lesquelles le Groupe a une influence notable (généralement lorsque le Groupe possède une participation de plus de 20%) mais n'a pas de contrôle.

Les entreprises associées sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Celle-ci consiste à retenir l'actif net et le résultat net d'une société au prorata de la participation détenue par la société mère dans le capital.

Les coentreprises

Les coentreprises sont des partenariats dans lesquels le groupe dispose d'un contrôle conjoint avec un ou plusieurs partenaires au travers d'un accord contractuel, lui conférant des droits sur l'actif net de l'entité.

Les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Celle-ci consiste à retenir à l'actif net et le résultat net d'une société au prorata de la participation détenue par la société mère dans le capital.

Créances clients

Les créances clients sont comptabilisées pour le montant initialement facturé, déduction faite des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables.

Stocks

En conformité avec IAS2, les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, selon la méthode du "premier entré premier sorti". La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Impôts différés

Ils sont comptabilisés selon la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, sauf s'ils résultent de différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa valeur fiscale issue de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif résultant d'une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises ou qui, à la date de la transaction, n'affecte pas le résultat imposable.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des différences temporelles ou à des déficits reportables sont reconnus dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice fiscal sera disponible et sur lequel ces éléments pourront s'imputer.

Ces impôts différés ne sont pas actualisés conformément à IAS12.

Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement des différences temporaires, soit pour les pays les plus représentatifs, à la clôture 31 août 2017 :

Pays	2016/2017	2015/2016
Allemagne	30%	30%
Australia	30%	30%
Azerbaïdjan	20%	20%
Belgique	33,99%	33,99%
France	28,92% ou 28%	34,43% ou 33,33%
Pays-Bas	25%	25%
Royaume-Uni	17%	17%
Angola	30%	30%

Endettement financier net

Dettes financières à long terme : elles comprennent les emprunts bancaires et obligataires à long terme ainsi que les dettes liées aux contrats de location financement. S'agissant des coûts d'emprunt, la méthode simplificatrice permise par le référentiel IFRS est appliquée : les commissions de transaction sont amorties de manière linéaire et les charges d'intérêts sont comptabilisées en fonction du taux variable observé, le taux de marge additionnelle étant estimé stable sur la durée résiduelle du financement structuré.

Dettes financières à court terme : elles comprennent la part à court terme des emprunts ainsi que les concours bancaires courants.

Disponibilités et équivalents de trésorerie : ils sont principalement constitués des comptes bancaires et de placements de trésorerie sans risque ayant une échéance inférieure à 3 mois.

Instruments financiers dérivés de taux

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et couvrir son exposition aux variations des taux d'intérêts sur les sommes empruntées au travers d'un crédit structuré. Ces instruments sont principalement des swap, cap et tunnel, échangeant des taux variables contre des taux fixes. Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à la date d'arrêt des comptes et selon les positions de marché évaluées par nos partenaires financiers et revues par le Groupe.

Les instruments n'étant pas qualifiés d'instruments de couverture au sens des critères définis par IAS 32/39, sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur et les variations sont enregistrées au compte de résultat dans le poste « autres produits financiers » et « autres charges financières ».

Les instruments qualifiés d'instruments de couverture au sens des critères définis par IAS 32/39, sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur et les variations sont enregistrées dans les capitaux propres pour la partie dite efficace. La partie déclarée non efficace est comptabilisée en résultat dans le poste « autres produits financiers » et « autres charges financières ».

Coûts d'emprunts

En l'absence d'actifs qualifiés, les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Avantages au personnel

Régimes à prestations définies : les engagements du Groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées en fin de carrière et en tenant compte des conditions économiques observées ainsi que des conventions collectives et des réglementations locales.

Les écarts actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles retenues d'une période sur l'autre dans l'évaluation des engagements, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global conformément à IAS 19 révisée.

Régimes à cotisations définies : les cotisations relevant d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charge de l'exercice.

Les avantages sociaux particuliers, comme les fins de contrats conformément à des accords spécifiques ou à des dispositions réglementaires et légales nationales font l'objet d'une provision.

Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'événements passés, évaluable de façon fiable et qui à terme se traduira par une sortie de ressources.

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus. La provision est évaluée à la valeur actuelle du montant le plus faible entre les coûts prévus pour la terminaison du contrat et les coûts nets estimés pour l'achèvement du contrat. Avant que la provision soit établie, le Groupe comptabilise toute perte de valeur sur les actifs associés ce contrat.

Ces provisions sont actualisées si l'impact en est significatif. Les provisions constatées au cours de l'exercice par le Groupe n'ont pas fait l'objet d'actualisation, hormis celles concernant les Indemnités de Fin de Carrière constatées conformément à IAS 19 révisée (cf. Note 17).

2.3.2 Éléments du compte de résultat

Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction générale. Le Groupe a choisi de présenter les informations par les Pôles et aucun regroupement supplémentaire n'a été réalisé par rapport au reporting interne.

Les informations communiquées dans les tableaux relatifs à l'information sectorielle sont présentées selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les états financiers consolidés du Groupe.

Au sein du Groupe Altrad, il est possible de distinguer deux grands Pôles d'activité correspondant à des segments de reporting : **Le Pôle Services et le Pôle Equipement**.

Le Pôle Services se définit comme suit :

- Offre récurrente à l'industrie multi-services et multi techniques (nouveaux projets et maintenance pour allonger la durée de vie des actifs existant)

- Offre des solutions d'accès, de traitement de surface, d'isolation, de maintenance de systèmes mécaniques, de peinture et revêtements.

Le Pôle Equipement se définit comme suit :

- Conception, fabrication, vente et location de structures à destination du BTP, de l'industrie et des collectivités

Les activités de Holdings (corporate) ne répondent pas à la définition de secteurs opérationnels et sont donc présentées en réconciliation dans la colonne « Support ». De même les activités des SCI ne répondent pas à la définition de secteurs opérationnels et sont donc présentées en réconciliation dans la colonne « Autres ».

Les actifs sectoriels comprennent les « Actifs non courants », à l'exception des « Impôts différés actifs », des « Titres Mis en équivalence », ainsi que les « Stocks et en-cours », les « Clients », et les « Autres Actifs non Courants ».

Les passifs sectoriels incluent les « Provisions et Avantages au personnel », les « Fournisseurs », les « Autres Passifs courants » et « Autres Passifs non courants ».

Les actifs, passifs sectoriels et, le résultat sectoriel, incluent directement les éléments attribuables à chaque secteur pour autant que ceux-ci puissent être alloués sur une base raisonnable.

Produits des activités ordinaires

Ils sont comptabilisés dès lors que le transfert des avantages et risques inhérents à la propriété se fait en faveur du tiers, ou selon la méthode de l'avancement ; conformément à la norme IAS18. Ces produits sont comptabilisés nets de tout rabais, remises, ristournes, de remises forfaitaires annuelles et d'escomptes financiers accordés.

Contrats long terme

Les produits des contrats de construction et leurs coûts associés sont comptabilisés respectivement en produits et en charges en fonction du degré de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture de la période présentée.

Les produits du contrat comprennent le montant initial convenu dans le contrat majoré des modifications dans les travaux du contrat, les réclamations et d'incitation paiements, dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des revenus et peuvent être évalués de façon fiable.

Les coûts correspondent à toutes les dépenses liées, directement à des projets spécifiques et, à une affectation des frais généraux fixes et variables générés dans les activités contractuelles du Groupe basés sur une capacité de fonctionnement normal. La marge réalisée à l'avancement est comptabilisée seulement lorsqu'elle peut être mesurée de manière fiable. Lorsqu'il est probable que le coût total des coûts du contrat sera supérieur aux produits, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

Le degré d'avancement est mesuré :

- Soit par le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat
- Soit par les mesures physiques ou études permettant d'évaluer le volume des travaux ou services effectués.

Cessions de matériel d'occasion issu du parc locatif

Dans le compte de résultat consolidé, les produits de cessions de matériel d'occasion initialement loué aux clients sont comptabilisés en produits des activités ordinaires. La valeur nette comptable de ces immobilisations est enregistrée en coût des matières et marchandises consommées.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les cessions de matériel d'occasion impactent le flux net de trésorerie généré par l'activité.

Coûts de restructuration et traitement de la sous-activité

La crise économique persistante conduit à restructurer et à réorganiser l'activité en vue d'adapter l'outil de production aux nouvelles contraintes du marché. Toutefois, par comparaison entre l'activité réelle et l'activité normale, il subsiste pour certaines entités du groupe une charge de sous-activité.

Les effets de la sous-activité ont été quantifiés et retraités dans les comptes consolidés comme indiqué ci-dessous, comme l'année précédente. Ainsi, la sous-absorption des charges fixes dans une société de production du Groupe Altrad peut être mesurée en fonction de l'évolution des quantités produites.

La charge fixe globale de sous-activité s'établit selon la formule suivante :

$$\text{Charges fixes} \times [1 - ((\text{Quantité produite en N} / \text{Capacité productive maximale}) / \text{Taux normatif})]$$

Où :

- les charges fixes, par opposition aux charges variables, sont les charges qui ne varient pas en fonction du niveau d'activité ;
- la quantité produite en N est exprimée en tonnes ou en unités ;
- la capacité productive maximale correspond à la quantité (exprimée en tonnes ou en unités) qui serait produite par 3 équipes travaillant chacune 5 jours sur 7 pendant 8 heures ;
- le taux normatif s'entend du taux d'utilisation maximal du site de production compte tenu des restructurations en cours et pondéré des effets d'aléas ou de restrictions techniques pouvant intervenir dans le processus de fabrication.

Les coûts de restructuration sont constitués de :

- charges de personnel : indemnités de licenciements économiques, coûts de transactions réalisées avec les salariés pour leur départ, coût du chômage partiel ;
- coûts de fermetures de site composés du coût de matériel, coût de fin de contrat.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Afin de faciliter la communication sur son niveau de performance opérationnelle récurrente, et conformément à la recommandation CNC n°2009-R-03 du 2 juillet 2009, le Groupe a choisi de présenter une ligne intermédiaire au sein du compte de résultat intitulée "Résultat opérationnel courant", permettant d'isoler l'impact des produits et charges opérationnels non courants, correspondant à des événements inhabituels et peu fréquents.

Résultat par action

Le résultat par action est présenté conformément à IAS 33 « Résultat par actions ». Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions de l'entité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent les OBSA et ORA émises par le Groupe au cours des exercices 2014/2015 et 2015/2016.

2.3.3 Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté en conformité avec la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » et présente une ventilation des flux de trésorerie entre activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement.

2.3.4 Conversion des transactions réalisées en devises étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère du Groupe.

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis en euros aux taux de change à la clôture de l'exercice ;
- les capitaux propres sont convertis aux taux historiques ;
- les postes du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie sont convertis aux taux moyens sur la période.

Les écarts de conversion résultant de l'application de cette méthode figurent dans un poste spécifique des capitaux propres.

Les transactions libellées en devises sont converties en euros en appliquant le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent sont comptabilisés dans le compte de résultat en gains ou pertes de change.

Ci-dessous les cours de change des devises les plus représentées dans le Groupe, au 31 août 2017 :

		Taux ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
AUD	Dollar Australien	0,674500	0,690847	0,666887
AZM	Manat Azerbaïdjanais	0,539140	0,530279	0,494556
GBP	Livre sterling britannique	1,177827	1,152727	1,083361
AOA	KWANZA ANGOLAIS	0,005420	0,005500	0,005060

2.4 Modifications opérées sur le bilan et le compte de résultat consolidés initialement publiés au titre de l'exercice clos le 31 août 2016

2.4.1 Finalisation de l'affectation des justes valeurs relatives aux entrées de périmètre N-1

Affectation définitive du Goodwill Prezioso

Suite à l'acquisition du Groupe Prezioso en 2016 à hauteur de 89.94%, une nouvelle étape est franchie : le groupe accroît son leadership, complète sa présence industrielle, en ajoutant une position de leader dans l'industrie pétrolière offshore, et étend sa couverture géographique notamment en Afrique et en Scandinavie.

Au 31 août 2016, l'affectation des justes valeurs des actifs et des passifs acquis, ainsi que le calcul définitif de l'écart d'acquisition, n'avaient pas été finalisés conformément au délai de 12 mois accordé par IFRS3. Ainsi, l'écart d'acquisition provisoire était positif et s'élevait à 502 M€ au 31/08/2016.

La trésorerie nette existante du Groupe Prezioso à la date d'acquisition était de 52.8 M€.

Calcul du goodwill définitif du Groupe Prezioso :

(en K€)

Goodwill provisoire	502 105
Correction Bilan ouverture	3 447
Goodwill définitif	505 552

La finalisation de l'évaluation des justes valeurs des actifs et des passifs acquis aboutit à un goodwill définitif de 505.5 M€ au 31/08/2017 notamment en raison :

- de la correction du bilan d'ouverture lié à la diminution de la provision pour dépréciation de la créance de retenue à la source en Angola suite à la notification du redressement par l'administration fiscale (-9,4M€).
- de la correction du bilan d'ouverture pour tenir compte des commissions d'intermédiaire nécessaires au transfert de la trésorerie détenue en Angola (+4,5M€).
- de la correction du bilan d'ouverture lié à la constitution de provisions pour perte sur chantiers dans le cadre de contrat négociés par le management précédent (+2,3M€).
- de la correction du bilan d'ouverture pour tenir compte des frais liés à la cession conclue par le management précédent de la société Alpitec, filiale brésilienne du Groupe Prezioso (+1,4M€).

- de la correction du bilan d'ouverture lié à la constitution de provision pour risque lié à un contrôle fiscal concernant les années antérieures à l'acquisition du Groupe Prezioso (+1,4M€).

2.4.2 Corrections du bilan d'ouverture

2.4.2.1 Retraitement des contrats de location financement des véhicules utilitaires

Le Groupe a poursuivi son travail de recensement exhaustif notamment sur le périmètre Hertel des véhicules utilitaires faisant l'objet d'un contrat de location financement ayant pour effet de lui transférer les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. A cette occasion, un certain nombre de contrats remplissant les critères de la norme IAS 17 et non retraités ont été identifiés. Les comptes consolidés, au 31 août 2016, ont été corrigés afin de prendre en compte le retraitement de ces contrats. Les impacts sont :

- au bilan :
 - augmentation des capitaux propres : 0,02 M€
 - augmentation des immobilisations corporelles nettes : 2.2 M€
 - augmentation des dettes financières : 1,7 M€
 - augmentation des impôts différés : 0,04 M€
- au compte de résultat :
 - annulation de redevances : 0.3 M€
 - augmentation des dotations aux amortissements : (0.3) M€
 - augmentation des charges financières : (0,007) M€

2.4.2.2 Autres corrections d'erreur

Les comptes de la société Poujaud au 31/08/2016 ont été réajustés. Un premier projet des comptes avait été initialement préparé pour l'Assemblée générale convoquée le 22 février 2017 qui ne s'est pas tenue et a fait l'objet d'un report de date. Ce projet a été modifié afin de tenir compte de provisions pour risques et charges complémentaires d'un montant total de 7.4M€ et d'une correction des factures à établir de 0.8M€. Les impacts sont :

- au bilan :
 - diminution des capitaux propres : 5.6 M€
 - augmentation des provisions non courantes : 4.9 M€
 - augmentation des provisions courantes : 2.5 M€
 - augmentation des impôts différés : 1.6 M€ et des impôts courant de 0.8M€
 - Diminution des créances clients de (0.8)M€ et hausse des actifs circulant de 0.2M€.
- au compte de résultat :
 - diminution du CA : (0.8) M€
 - hausse des autres produits et charges opérationnels non courants : (7.4) M€
 - baisse des charges financières : 0.2 M€ et des impôts de 2.4M€
- Le montant du Goodwill Beaver a été réajusté de 3.2M€ du fait d'une erreur de classement de ce dernier en immobilisations incorporelles. Cet ajustement a été corrigé cette année dans le bilan d'ouverture. Les impacts sont, au bilan, la hausse du Goodwill pour 3.2€, une baisse des immobilisations incorporelles nettes de (2.1M€) et un impact en capitaux propres de +0.9M€

du fait de l'annulation des amortissements antérieurs sur immobilisations incorporelles.

- Le montant du Goodwill Hertel a été réajusté de (3.4) M€ sur l'exercice du fait d'une correction d'erreur sur l'annulation du montant des impôts différés actif effectuée lors de l'affectation définitive du goodwill Hertel. Les impacts sont, au bilan, la baisse du Goodwill pour (3.4)M€, et une hausse des impôts différés actif pour 3.4M€.
- Le montant des intérêts capitalisés en fonds d'actionnaires a été réajusté à la baisse suite à la correction sur l'annulation des intérêts comptabilisés sur la dette en accord avec IAS39. Cet ajustement a été corrigé cette année dans le bilan d'ouverture. Les impacts sont, au bilan, la baisse des fonds d'actionnaires pour (2.7) M€, une baisse des dettes financières de (0.3M€), un impact en capitaux propres de +2.7 M€ et une baisse des impôts différés actifs pour (0.3M)€. Au compte de résultat une baisse du coût de l'endettement financier brut de 3M€ et une hausse des impôts de (0.4)M€.

- Une correction sur le retraitement d'harmonisation des méthodes de comptabilisation du revenu à l'achèvement a également été effectuée. Les impacts sont, au bilan, la hausse des autres passifs courants pour (0.4)M€, et une baisse des impôts différés passif pour 0.1M€ et au compte de résultat, la hausse frais généraux pour (0.4)M€ et la baisse de la charge d'impôt pour 0.1M€.
- Une correction du compte de stocks à celui des créances clients a été effectuée suite à un reclassement de 24,2M€ de factures à établir des sociétés Hertel Modern et Yanda.

Les comptes comparatifs, au 31 août 2016, ont donc été corrigés des impacts et des affectations exposées ci-avant. Le tableau ci-dessous présente le passage des comptes initialement publiés au 31 août 2016 aux comptes corrigés :

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	31/08/2016 certifié	Finalisation PPA N-1	Corrections d'erreurs	31/08/2016 corrigé
Produits des activités ordinaires	2 158 932	-	(800)	2 158 132
Coût des matières & marchandises consommées	(527 042)		-	(527 042)
Charges de personnel	(938 214)		-	(938 214)
Frais généraux et administratifs	(400 592)		(148)	(400 740)
Provisions & amortissements	(80 797)		(250)	(81 047)
Résultat opérationnel courant	212 287	-	(1 198)	211 089
Autres produits et charges opérationnels non courants	(12 638)	(3 822)	(7 434)	(23 894)
Coûts de restructuration & de sous-activité	(7 822)		-	(7 822)
Résultat opérationnel	191 827	(3 822)	(8 632)	179 373
Produits trésorerie et équivalent de trésorerie	3 466		-	3 466
Coût de l'endettement financier brut	(29 674)		2 993	(26 681)
Coût de l'endettement financier net	(26 208)	-	2 993	(23 215)
Autres produits financiers (dont gains de change)	10 436		-	10 436
Autres charges financières (dont pertes de change)	(20 397)		158	(20 239)
Résultat avant impôt	155 659	(3 822)	(5 481)	146 356
Impôts sur le résultat	(21 960)		2 210	(19 750)
Quote-part de résultat des S.M.E.	(16)		-	(16)
Résultat net des activités poursuivies	133 683	(3 822)	(3 271)	126 590
Résultat net des activités abandonnées	293		-	293
Résultat net consolidé	133 976	(3 822)	(3 271)	126 883
Part du Groupe	133 989	(3 631)	(3 271)	127 087
Part attribuable aux intérêts non assortis de contrôle	(14)	(191)	-	(205)
<i>Résultat net consolidé par action, part groupe</i>	<i>39,69</i>			<i>37,65</i>
<i>Résultat par action des activités poursuivies, part groupe</i>	<i>39,69</i>			<i>37,56</i>
<i>Résultat net consolidé dilué par action, part groupe</i>	<i>40,26</i>			<i>35,73</i>
<i>Résultat dilué par action des activités poursuivies, part groupe</i>	<i>40,26</i>			<i>35,65</i>

(en milliers d'euros)	Note	31/08/2016 certifié	Corrections d'erreurs	31/08/2016 corrigé
Résultat net consolidé		133 976	(7 093)	126 883
Autres éléments du résultat global recyclables par le résultat		(50 946)	9 228	(41 718)
Ecarts de conversion		(46 332)	0	(46 332)
Instruments de couverture - brut	12	(4 614)	9 228	4 614
Instruments de couverture - effet d'impôt				
Autres éléments du résultat global non recyclables par le résultat		3 965	(7 930)	(3 965)
Engagements postérieurs à l'emploi - brut	17	5 132	(10 264)	(5 132)
Engagements postérieurs à l'emploi - effet d'impôt		(1 167)	2 334	1 167
RESULTAT GLOBAL		86 994	(5 795)	81 200
Part du Groupe		87 202	(5 604)	81 598
Part attribuable aux intérêts non assortis de contrôle		(207)	(191)	(398)

ACTIF (en milliers d'euros)	31/08/2016 certifié	Finalisation PPA N-1	Corrections d'erreurs	31/08/2016 corrigé
	Net			Net
Ecarts d'acquisition	847 936	3 404	(230)	851 110
Immobilisations incorporelles	78 084		(2 120)	75 964
Immobilisations corporelles	354 641		2 190	356 831
Actifs financiers et autres actifs non courants	5 748			5 748
Actifs d'impôts différés	27 350		4 723	32 073
Actifs non courants	1 313 759	3 404	4 563	1 321 726
Stocks	156 168		(24 210)	131 958
Créances clients	488 835	4 216	23 410	516 461
Impôts courants	11 539	9 382	882	21 803
Autres actifs courants	76 971		158	77 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie	479 434			479 434
Actifs courants	1 212 946	13 598	240	1 226 784
Actifs destinés à être cédés	1 629			1 629
TOTAL ACTIF	2 528 335	17 002	4 803	2 550 140

PASSIF (en milliers d'euros)	31/08/2016 certifié	Finalisation PPA N-1	Corrections d'erreurs	31/08/2016 corrigé
Capital et Réserves	338 305		1 013	339 318
Ecarts de conversion	(21 808)			(21 808)
Résultat de l'exercice	133 989	(3 631)	(3 271)	127 087
Intérêts non assortis de contrôle	1 344	977		2 321
Capitaux propres	451 829	(2 654)	(2 258)	446 917
Autres Fonds Actionnaires	93 809		(2 700)	91 109
Dettes financières non courantes	992 785		1 421	994 206
Provisions et avantages sociaux non courants	86 094	(4 993)	4 923	86 024
Autres passifs non courants	79 820			79 820
Passifs d'impôts différés	18 036		60	18 096
Passifs non courants	1 270 545	(4 993)	3 704	1 269 256
Dettes financières courantes	62 790		445	63 235
Provisions et avantages sociaux courants	26 444	24 649	2 511	53 604
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	397 015			397 015
Impôts courants	24 665			24 665
Autres passifs courants	295 047		401	295 448
Passifs courants	805 962	24 649	3 357	833 968
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES	2 528 335	17 002	4 803	2 550 140

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les entreprises dans lesquelles le Groupe ALTRAD exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale (IG).

Pour les besoins de la consolidation du Groupe Altrad au 31 août 2017, le sous-groupe Prezioso a été considéré comme un sous palier. Les comptes consolidés de la société mère Prezioso Linjebygg ont été directement intégrés dans le périmètre Altrad.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 août, à l'exception des SCI Les Prés Sapins, Gros Chêne et Financière de l'Ain, Belle Inc, Belle Equipos, Alkhodari, Hertel Middle East Holding et les deux entités Hertel Thaïlande qui clôturent au 31 décembre. Une situation intermédiaire, au 31 août 2017, a donc été arrêtée pour ces 9 sociétés. Pour le sous-Groupe Prezioso, les entités africaines du périmètre Prezioso clôturent également au 31 décembre mais ont arrêté une situation intermédiaire.

La durée de l'exercice est de 12 mois pour toutes les sociétés consolidées.

Toutes les transactions, les actifs et passifs réciproques, les résultats internes significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés.

3.1 Liste des entreprises consolidées

Libellé	Devise	31 août 2017			31 août 2016		
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle
ALTRAD INVESTMENT AUTHORITY	EUR	Mère			Mère		
Allemagne							
ALTRAD BAUMANN	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD PLETTAC ASSO	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD PLETTAC PRODUCTION	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ATIKA	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
LESCHA	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel GmbH Dresden	EUR	IG	50,98	50,98	IG	50,98	50,98
Hertel GmbH Germany	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel GmbH Leipzig	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Industrie Service GmbH	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel GmbH	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
MWL Apparatebau GmbH Grimma i.l.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
RI Tracing GmbH	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
S&P Gerüstbau GmbH (6)	EUR				IG	100,00	100,00
KSE Bautenschutz	EUR	MEE	24,90	24,90	MEE	24,90	24,90
Australie							
Hertel Australia Holding Pty	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Modern Pty. Ltd	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Remediation Rectification Works Pty. Ltd (1)	AUD	IG	100,00	100,00			
Belgique							
ALTRAD BENELUX	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD BALLIAUW MULTISERVICES	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD STELLINGBOUW BALLIAUW	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD EUROSCAFF	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD PROFIX	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
PROFIX FLEXIBLE SOLUTIONS	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Mechanical N.V. (8)	EUR				IG	100,00	100,00
Hertel Services N.V.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Remove Insul N.V.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Espagne							
ALTRAD PLETTAC IBERICA	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD RODISOLA	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
France							
ALTRAD ARNHOLDT	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD COLLECTIVITES	EUR	IG	99,97	100,00	IG	99,97	100,00
ALTRAD EQUIPEMENT	EUR	IG	99,97	99,97	IG	99,97	99,97
ALTRAD ETAIS	EUR	IG	99,95	99,95	IG	99,95	99,95
ALTRAD FAMEA ECA	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD INTERNATIONAL	EUR	IG	99,97	99,97	IG	99,97	99,97
ALTRAD LOGISTIQUE	EUR	IG	99,97	99,97	IG	99,97	99,97
ALTRAD PLETTAC	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD RICHARD FRAISSE	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00

Libellé	Devise	31 août 2017			31 août 2016		
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle
France (suite)							
ALTRAD SAINT-DENIS	EUR	IG	99,89	99,89	IG	99,89	99,89
ALTRAD SOFRAMAT ETEM	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
AURORE (7)	EUR				IG	100,00	100,00
COMI SERVICE	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ETABLISSEMENTS GUY NOËL	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
FINANCIERE GUY NOËL	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD PACA (Ex Garonne)	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
GROUPE ACE Coffrages et Etalements (Ex Jalmat) (4)	EUR	IG	98,36	98,36	IG	98,36	98,36
GROUPE PREZIOSO (10) (12)	EUR	IG	89,94	89,94	IG	89,94	89,94
GUY NOËL PRODUCTION	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Services France SAS.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
POUJAUD ALTRAD	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
POUJAUD SAS	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SAMIA DEVIANNE	EUR	IG	99,95	99,95	IG	99,95	99,95
SCI FINANCIERE DE L'AIN	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SCI GROS CHÊNE	EUR	IG	99,99	99,99	IG	99,99	99,99
SCI LES PRES SAPIN	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SOCACEN	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
VEDIF COLLECTIVITES	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hollande							
ALTRAD FORT	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD PROFIX B.V.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD BALLIAUW BV	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Holding B.V.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Beheer B.V.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel B.V.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
HESP Services B.V. (8)	EUR				MEE	50,00	50,00
Italie							
ALTRAD Italie	EUR	IG	99,93	100,00	IG	99,93	100,00
BRAGAGNOLO	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Pologne							
ALTRAD MOSTOSTAL (2)	PLN	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD POLAND (SPOMASZ)	PLN	IG	99,70	99,70	IG	99,70	99,70
Roumanie							
ALTRAD ROMANIA	RON	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SC Hertel Industrial Services SRL	RON	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SC Hertel SRL	RON	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Royaume-Uni							
ALTRAD BEAVER 84	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Star Event (10)	GBP	IG	70,00	70,00	IG	70,00	70,00
ALTRAD NSG (5)	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
GENERATION	GBP	IG	100,00	100,00	IG	80,00	80,00
GROUPE ALTRAD BELLE (3)	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel (UK) Ltd	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
MTD	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00

Libellé	Devise	31 août 2017			31 août 2016		
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle
Royaume-Uni (suite)							
TRAD GROUP (10)	GBP	IG	84,00	84,00	IG	84,00	84,00
TRAD HIRE & SALES (10)	GBP	IG	75,51	75,51	IG	75,51	75,51
DESSA (10)	GBP	IG	76,00	76,00	IG	76,00	76,00
Autres pays d'Europe							
ALTRAD ALUCON (Hongrie)	HUF	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD HOFMANINGER (Autriche)	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD LIMEX (Croatie)	HRK	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
UAB Armari (Lituanie)	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD LIV (Slovénie)	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
IRBAL (Portugal) (10)	EUR	IG	96,62	96,50	IG	96,62	96,50
Multi Up (Portugal) (1)	EUR	IG	25,50	25,50			
Hertel (Ireland) Ltd.	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Asie							
ALTRAD ASIA	EUR	IG	80,00	80,00	IG	80,00	80,00
Shanghai Hertel Yanda Installation Engineering Co.Ltd.	CNY	IG	51,00	51,00	IG	51,00	51,00
Hertel Asia Holding Pte Ltd	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Singapore Pte Ltd.	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Kok Chang (11)	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Holding (Thailand) Co. Ltd	THB	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Willich Service & Construction Co. Ltd.	THB	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Malaysia Sdn Bhd	MYR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Moyen Orient							
Abdulah Abdul Mohsen Al Kodhari Sons and Hertel Industrial Services L.L.C., Saudi Arabia	SAR	IG	50,00	50,00	IG	50,00	50,00
Hertel LLC, Oman	OMR	IG	99,00	99,00	IG	99,00	99,00
Hertel Middle East Holding Ltd., Dubai	USD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel W.L.L., Bahrain	BHD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel MSL L.L.C., Qatar	QAR	IG	98,00	98,00	IG	98,00	98,00
Overseas Technical Coatings & Services Company L.L.C, Saudi Arabia	SAR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
AMB-Hertel L.L.C., Saudi Arabia (9)	SAR	IG	100,00	100,00	MEE	49,00	49,00
Altrad HUB DMCC, Dubai (1)	EUR	IG	100,00	100,00			
Autres pays du Monde							
Hertel Industrial Services B.V.	AZM	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
ALTRAD CEDRIA	TND	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00

(1) Sociétés entrées dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice clos au 31 août 2017.

- (2) Le groupe ALTRAD MOSTOSTAL comprend la société mère ALTRAD MOSTOSTAL et ses quatre filiales polonaises :
- ALTRAD-MOSTOSTAL MONTAZ sise à Siedlce, détenue à 100%,
 - ALTRAD-KONSKIE sise à Konskie, détenue à 100%,
 - ALTRAD-POMORZE sise à Szczecin, détenue à 100%,
 - ALTRAD-PRYMAT sise à Dzierzoniow, détenue à 100%.

Sa filiale russe, MOSTOSTAL ALTRAD sise à Moscou, détenue à 100%, n'est plus consolidée depuis le 31 août 2006 car non significative.

(3) Le sous-groupe Altrad Belle est constitué de Belle holding Ltd et de ses 8 filiales :

- AVON, en Angleterre, détenue à 100%,
- BELLE, aux Etats-Unis (Virginie), détenue à 100%,
- BELLE ENGINEERING, en Angleterre, détenue à 100%
- BELLE EQUIPOS, en Espagne, détenue à 100%.
- BELLE FRANCE, détenue à 100%,
- ERRUT, en Angleterre, détenue à 100%,
- DEFIANT, en Angleterre, détenue à 100%,
- PANTHER, en Angleterre, détenue à 100%,

(4) Groupe Jalmat : Les filiales sises au Maroc, en Roumanie au 31 août 2017, comme au 31 août 2016, ne sont pas consolidées puisque considérées comme non significatives pour le Groupe.

- (5) La société ALTRAD NSG comprend dans ses comptes, la situation de la société SPECTRA SCAFFOLDING détenue à 100% depuis le 23 octobre 2013.
- (6) S&P Gerüstbau GmbH: Société déconsolidée au cours de l'exercice du fait de sa fusion dans Hertel services GmbH au 1er septembre 2016
- (7) Aurore : Société tupée dans AIA au 1^{er} septembre 2016
- (8) Liquidation des société Hertel Mechanical le 27 février 2017 et HEP Services B.V.
- (9) La société AMBH a été intégrée globalement au 31 août 2017. Au 31 août 2016, la société était mise en équivalence.
- (10) Conformément au traitement comptable retenu, pour les sociétés concernées le Groupe a opté, dès la prise de contrôle, pour la comptabilisation d'une dette au passif du bilan consolidé, en contrepartie d'une absence de reconnaissance des intérêts minoritaires.
Au 31 août 2017, les options restant à exercer concernent les entités IRBAL, TRAD GROUP, TRAD HIRE & SALES, STAR EVENTS, DESSA, et le Groupe PREZIOSO.
- (11) Inclus les comptes, au 31 août 2017 des trois sociétés Kok Chang Scaffolding Pte. Ltd, Kok Chang Engineering Pte. Ltd et Kok Chang Marine Service Pte. Ltd
- (12) Le sous-groupe PREZIOSO a pour société mère PREZIOSO LINJEBYGG Holding.
Voici la liste des filiales composant le sous-groupe :

Libellé	Siège	% intérêt 2017	Méthode 2017	% intérêt 2016	Méthode 2016
Principales sociétés :					
Prezioso Linjebbygg Group	Vienne (France)	100%	Mère	100%	Mère
Prezioso Linjebbygg Holding	Vienne (France)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso Holding	Vienne (France)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso Linjebbygg	Vienne (France)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Technilor	Hagondange (France)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso Congo	Pointe noire (Congo)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso Angola	Luanda (Angola)	95%	Intégration Globale	95%	Intégration Globale
IPES	Port Harcourt (Nigéria)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
PZO Technilor Unipessoal	Fatima (Portugal)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso-Emdad	Abu Dhabi (Emirats Arabes Uni)	49%	Mise en Equivalence	49%	Mise en Equivalence
SEP Prezioso-Lassarat	Vienne (France)	60%	Intégration Proportionnelle	60%	Intégration Proportionnelle
Ropetec International	Dubai (Emirats Arabes Unis)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Rope Acces Angola	Luanda (Angola)	49%	Intégration Globale	49%	Intégration Globale
SEP Prezioso-Technilor / SN-SGC	Vienne (France)	60%	Intégration Proportionnelle	60%	Intégration Proportionnelle
Ropetec Congo	Pointe noire (Congo)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Geo Project	Cap Town (Afrique du Sud)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Rig Source	Cap Town (Afrique du Sud)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Rope Access Namibie	Windhoek (Namibie)	90%	Intégration Globale	90%	Intégration Globale
Prezioso do Brasil	Rio (Brésil)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Ropetec Ghana	Accra (Ghana)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso Technilor Gabon	Port Gentil (Gabon)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
PZO Angola Partnership	Luanda (Angola)	75%	Intégration Globale	75%	Intégration Globale
PZO Nigeria Partnership	Port Harcourt (Nigéria)	49%	Intégration Globale	49%	Intégration Globale
Prezioso Linjebbygg Norway AS	Molde (Norvège)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso Linjebbygg AS	Molde (Norvège)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Linjebbygg INC	Houston (Etats Unis)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Maintech	Trondheim (Norvège)	51%	Intégration Globale	51%	Intégration Globale
SAEIP	Alger (Algérie)	49%	Intégration Globale	49%	Intégration Globale
Prezioso Linjebbygg Guinée Equatoriale	Malabo (Guinée Equatoriale)	65%	Intégration Globale		
Ropetec Rigworld Ghana	Accra (Ghana)	85%	Intégration Globale		
SEP Baumert Prezioso	Schaeffersheim (France)	50%	Intégration Proportionnelle		
Prezioso Slovakia	Bratislava (Slovaquie)		NC	100%	Intégration Globale
Alpitem	Macaé (Brésil)		NC	100%	Intégration Globale
Prezioso Polska	Poznan (Pologne)	100%	Intégration Globale	100%	Intégration Globale
Prezioso Qatar	Doha (Qatar)	49%	Intégration Globale	49%	Intégration Globale

Les sociétés intégrées proportionnellement au sein du sous-groupe PREZIOSO sont des sociétés en participations. Elles ont été analysées dans le cadre de la norme IFRS11 et répondent aux critères d'activités conjointes. Elles sont donc consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

3.2 Liste des entreprises non consolidées

Les sociétés suivantes sont exclues du périmètre de consolidation du fait de leur caractère non significatif.

Libellé	Siège	% contrôle
Prezioso 1	Vienne (France)	100%
Prezioso 2	Vienne (France)	100%
RESA	Madrid (Espagne)	50%
Prezioso Irak	Bagdad (Irak)	100%
Prezioso Linjebygg (Côte d'Ivoire)	Côte d'Ivoire	100%
Prezioso Linjebygg (Mozambique)	Mozambique	100%
Prezioso Linjebygg (South Africa)	Afrique du Sud	100%
Prezioso-Technilor Cameroun	Cameroun	100%
Prezioso Ghana	Ghana	100%
Prezioso de Venezuela	Venezuela	100%
Lean Senter Nord (Norway)	Norvège	51%
Resa Prezioso Foster (Peru)	Pérou	65%
Nuclear New Build industrial Services (UK)	Angleterre	50%
Prezicon (Nigeria)	Nigeria	50%
Prezioso Linjebygg (Dubai)	Dubai	100%
Hertel Lybia joint venture for oil venture	Lybia	65%
Altrad UK	Angleterre	100%
Hertel Corrosion Protection Pte. Ltd	Singapore	100%
JALMAT MAROC	Maroc	100%
JALMAT ROMANIA	Roumanie	100%
Premix	Angola	49%
PT AHI Industrial Services	Indonesie	99%
SARL Elysée Service	France	70%
Star Event group China Ltd	Chine	100%
Willich Vietnam Insulation Services Co Ltd.	Vietnam	67%
Baumann Bautechnik AG, Olten	Suisse	100%
Baumann GmbH, Brixten	Italie	100%
PIT-2 SPOLKA z.o.o.	Russie	100%

3.3 Variations du périmètre de consolidation

3.3.1 Variations de périmètre de l'exercice 2016/2017

L'exercice 2016/2017 a enregistré les variations de périmètre suivantes :

Création de sociétés

Création de la société australienne en février 2017, Remediation Rectification Works Pty. Ltd et de la société Altrad HUB DMCC le 17 août 2017.

Acquisition Multi up

Acquisition de la société Multi-up à hauteur de 25.5% des titres de participation le 10 avril 2017. La société a été consolidée selon la méthode de l'Intégration Globale avec 51% de contrôle.

Exercice de l'option d'achat sur les minoritaires de Generation

Le 1 septembre 2016, conformément à l'accord entre les actionnaires convenu lors de l'acquisition de la société Generation, le Groupe a négocié le rachat de la participation de l'actionnariat minoritaire afin de porter sa participation à 100% pour un montant de 44.7M€. Ce rachat de participations minoritaires intervenus sur la période 2016/2017 faisait l'objet d'une dette au bilan des comptes clos au 31 août 2016 pour un montant de 44.6M€.

Intégration globale AMBH

Suite à un accord signé avec les nouveaux actionnaires majoritaires locaux stipulant que 100% des profits de la société seront attribués à Hertel Middle East Holding, la société AMBH a été intégrée globalement au 31 août 2017. Au 31 août 2016, la société était mise en équivalence.

3.3.2 Variations de périmètre de l'exercice 2015/2016

L'exercice 2015/2016 avait enregistré les variations de périmètre suivantes :

Acquisition du Groupe Prezioso

Altrad avait annoncé le 16 mars 2016 l'acquisition de 89,94% du capital du Groupe Prezioso, une nouvelle étape était franchie : le groupe accroît son leadership, complète sa présence industrielle, en ajoutant une position de leader dans l'industrie pétrolière offshore, et a étendu sa couverture géographique notamment en Afrique et en Scandinavie. Le précédent actionnaire majoritaire, le fonds Cinven, avait cédé la totalité de ses titres au groupe Altrad, tandis que le management de Prezioso avait conservé une participation à hauteur de 10,06%.

Le prix d'acquisition des titres s'élevait à 235,7 M€ (dont 1.1M€ de frais d'acquisition constatés en charges sur l'exercice). L'écart d'acquisition correspondant avait été évalué provisoirement au 31 août 2016 à 502,1 M€. L'affectation des justes valeurs des actifs et des passifs acquis, ainsi que le calcul définitif de l'écart d'acquisition, n'avaient pas été finalisés et l'ont été dans le respect du délai de 12 mois accordé par IFRS3. La trésorerie nette existante du Groupe Prezioso à la date d'acquisition était de 52,8 M€.

La contribution du Groupe Prezioso au chiffre d'affaires et au résultat consolidé part groupe s'élevait respectivement, au 31 août 2016, à 246,6 M€, et à 14,9 M€.

Cf 2.4.1 Finalisation de l'affectation des justes valeurs relative aux entrées de périmètre N-1

Exercice de l'option d'achat sur les minoritaires d'Atika

Le 18 décembre 2015, le Groupe avait négocié pour un montant de 265 K€, le rachat de la participation de l'actionnariat minoritaire à hauteur de 20% afin de détenir 100% du capital.

Conformément aux normes Groupe, l'option d'achat des minoritaires, prévue dans le pacte d'actionnaire, avait fait l'objet

de la comptabilisation d'une dette en contrepartie d'un taux de détention des titres à 100% (au lieu de 80%) lors de l'acquisition. Cette dette a été soldé au 31 août 2016.

Exercice de l'option d'achat sur les minoritaires de Dessa

Le 5 janvier 2016 conformément à l'accord entre les actionnaires convenu lors de l'acquisition de Dessa, les sociétés Generation et Trad, détenant chacune 30% des parts, avait négocié conjointement le rachat d'une partie de la participation de l'actionnariat minoritaire (16%) afin de porter leur participation à 76% pour un montant de 375 K€ (soit 187,5 K€ Trad et 187,5 K€ Generation). Au 31 août 2017, le solde de la dette correspondant aux minoritaires non acquis s'élève à 664 K€.

Exercice de l'option d'achat sur les minoritaires de Kok Chang

Le 8 janvier 2016, la filiale Hertel Asia Holding Pte. Ltd avait effectué le rachat de la participation de l'actionnariat des minoritaires (40%) dans les sociétés Kok Chang Scaffolding Pte. Ltd, Kok Chang Engineering Pte. Ltd et Kok Chang Marine Service Pte. Ltd pour un montant de 5 471KSGD. Ces sociétés sont détenues à 100%.

Rachat d'une participation minoritaire d'Altrad Etais

Le 1er juillet 2016, la société AIA avait racheté la participation d'un actionnaire minoritaire à hauteur de 10 actions pour 2 K€, sa participation avait ainsi été portée à 99,95% (contre 99,87% auparavant).

NOTE 4 ECARTS D'ACQUISITION

en K€	Brut	Amortissements Dépréciations	Net
Solde au 31/08/2016	851 812	(702)	851 110
Ajustement de prix sur les acquisitions antérieures	(36)	-	(36)
Variation de périmètre de l'exercice	7	-	7
Effets des variations de change	(4 937)	-	(4 937)
Autres	(10)	(187)	(197)
Solde au 31/08/2017	846 836	(889)	845 947

Les effets des variations de change s'expliquent par La dépréciation de la Livre Sterling (GBP) par rapport à l'Euro. Les écarts d'acquisition se ventilent comme suit au 31 août 2017 :

En K€	31 août 2017		
	Brut	Dépréciation	Net
Groupe Prezioso	505 552	-	505 552
Groupe Hertel	193 212	(0)	193 212
Generation	28 021	-	28 021
Groupe Poujaud Altrad	26 914	-	26 914
Groupe Balliauw	25 134	-	25 134
ACE Coffrages et Etalements	19 447	-	19 447
Trad Hire & Sales	12 305	-	12 305
Belle	7 266	-	7 266
Altrad Rodisola	4 268	-	4 268
BEAVER 84	3 842	-	3 842
Altrad Equipement-Soframat	3 840	-	3 840
Etem			
NSG-Spectra	3 495	-	3 495
Bragagnolo-Italie-Limex-Liv	2 929	(61)	2 868
Dessa	2 003	-	2 003
Trad Group	1 477	-	1 477
Altrad International	1 214	-	1 214
Altrad Collectivités-Vedif	1 181	-	1 181
Altrad Saint-Denis	1 087	-	1 087
Samia Devianne	724	-	724
MTD	550	-	550
Altrad Mostostal	437	-	437
Irbal	318	-	318
Benelux	265	-	265
Lescha	136	-	136
Altrad Richard Fraisse	130	-	130
Altrad Poland	116	-	116
Altrad Cedria	54	-	54
Altrad Logistique	33	-	33
Altrad Plettac Iberica	30	-	30
Altrad Fort	528	(517)	11
Altrad Famea ECA	10	-	10
Multi-Up	7	-	7
Ets Guy Noël	74	(74)	0
Altrad Etais	187	(187)	-
Altrad Plettac Assco	50	(50)	-
TOTAL	846 836	(889)	845 947

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de perte de valeur au 31 août 2017, selon la méthode des flux nets de trésorerie futurs actualisés, et sur la base du prévisionnel d'exploitation 2017/2018, extrapolé pour les périodes futures des sociétés concernées.

Le test de perte de valeur a été mis en œuvre selon les hypothèses suivantes :

L'appréciation de la valeur d'utilité se fonde sur l'évolution prévisionnelle des flux de trésorerie actualisés des unités génératrices de trésorerie. Le Groupe considère ses activités regroupées en Pôles comme des segments de reporting, chaque segment correspondant à une UGT. Ainsi deux grands Pôles d'activité se distinguent au sein du Groupe Altrad : Le Pôle Services et le Pôle Equipement. Du fait de la multidisciplinarité métiers et de la dispersion géographique des filiales du Pôle Services, il n'est pas possible de définir de plus petit groupe identifiable d'actifs au sein du pôle Services dont l'utilisation

génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs. Le pôle Services constitue donc une UGT à part entière.

- La méthode prolonge sur six ans le flux de trésorerie du budget de l'année suivante selon un taux de croissance propre à chaque UGT, puis à l'infini selon un taux normatif de 2%.
- les prévisionnels d'exploitation 2017/2018 ont été établis sur la base du budget 2017/2018, et ont été extrapolés pour la période 2019/2024 selon le taux de croissance de 3.4% pour les deux UGT.

Le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital pour l'exercice 2016/2017, soit 9.22 % pour les sociétés composant le Pôle Services du Groupe et 7.75% pour les sociétés du Pôle Equipement du Groupe (contre 8% en 2015/2016)

Compte tenu des hypothèses prudentes prises en termes de taux de croissance et taux d'actualisation, les calculs de test de perte de valeur n'ont pas donné lieu à des tests de sensibilité.

Le goodwill de la société Altrad Etais a été déprécié du fait du transfert de l'activité de cette dernière à une autre société au 31/08/2017.

Aucune autre dépréciation des écarts d'acquisition n'a été constatée sur l'exercice.

NOTE 5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En K€	31 août 2017			31 août 2016
	Brut	Dépréciations et amortissements	Net	Net
Immobilisations incorporelles	84 600	(13 373)	71 227	75 964
Terrains	28 182	(4 969)	23 213	18 933
Constructions	71 963	(44 612)	27 351	27 046
Installations techniques, matériels et outillages	672 057	(443 652)	228 405	250 815
Autres immobilisations corporelles et en-cours	144 311	(90 092)	54 220	60 036
Immobilisations corporelles	916 513	(583 325)	333 187	356 831
dont immobilisations en location financement	122 655	(94 036)	28 619	28 485

5.1 Variation des immobilisations incorporelles

En K€	Valeur Brute	Dépréciations et amortissements	Valeur Nette
Solde période N-1	86 563	(10 599)	75 964
Acquisitions	1 317	-	1 317
Cessions, mises au rebut	(625)	359	(266)
Effets de variation de périmètre	(14)	0	(14)
Variation des dépréciations et amortissements	-	(2 674)	(2 674)
Effets des variations de change	(3 447)	104	(3 344)
Reclassement	806	(563)	243
Autres	-	-	-
Solde période N	84 601	(13 373)	71 227

L'effet des variations de change s'élève à (3,3) M€ au 31 août 2017 et concernent principalement les écarts de conversion sur les marques des sociétés anglaises notamment Trad pour (1,8) M€ et Generation pour (1) M€

Les immobilisations incorporelles, en Valeur Nette, sont composées essentiellement des brevets et licences à hauteur de 1,8 M€, des marques commerciales historique du Groupe à hauteur de 66,6 M€, et d'autres immobilisations incorporelles pour 2,8 M€.

5.2 Tests de perte de valeur sur les actifs incorporels non amortissables

Dans la mesure où les marques du Groupe constituent des immobilisations à durée de vie indéfinie, celles-ci ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique et dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Le test de perte de valeur est effectué annuellement. Les valeurs recouvrables des marques commerciales sont appréciées par

référence à des flux de trésorerie futurs actualisés calculés à partir de la méthode des redevances consistant à appliquer au chiffre d'affaires attendu par l'utilisation de la marque, un taux de redevance observé sur le marché pour des marques comparables.

- La méthode prolonge sur six ans le chiffre d'affaires attendu du budget de l'année suivante selon un taux de croissance de 2%, puis à l'infini selon un taux normatif de 2%.
- Le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital pour l'exercice 2016/2017, soit 9.22 % pour les marques appartenant au Pôle Services du Groupe et 7.75% pour les marques appartenant au Pôle Equipement du Groupe (contre 8% en 2015/2016)

Compte tenu des hypothèses prudentes prises en termes de taux de croissance et taux d'actualisation, les calculs de test de perte de valeur n'ont pas donné lieu à des tests de sensibilité.

Aucune dépréciation de marque n'a été constatée sur l'exercice.

5.3 Variation des immobilisations corporelles

En K€	Valeur Brute	Dépréciations et amortissements	Valeur Nette
Solde période N-1	918 502	(561 671)	356 831
Acquisitions	90 974	-	90 974
Cessions, mises au rebut	(70 549)	46 668	(23 881)
Effets de variation de périmètre	5 231	(3 535)	1 696
Variation des dépréciations et amortissements	-	(80 687)	(80 687)
Effets des variations de change	(24 817)	12 544	(12 273)
Reclassement	(2 829)	3 356	528
Solde période N	916 513	(583 325)	333 187

Les entrées de périmètre, principalement composées en valeur nette de matériels d'échafaudages pour 1,4 M€, sont notamment relatives à l'intégration globale de la société AMBH et l'acquisition de la société Multi up.

Les résultats nets des cessions et sorties d'actifs autres que du parc locatif sont enregistrés dans le poste « autres produits et charges opérationnels non courants ». (Cf. Note 22).

5.4 Répartition géographique des immobilisations corporelles

Valeurs Brutes en K€	Terrains	Bâtiments	Installations Industrielles	Autres Immobilisations Corporelles	Immobilisations en cours	TOTAL
France	10 842	25 224	206 086	16 974	593	259 719
UK	1 375	4 750	161 046	44 500	320	211 992
Benelux	1 227	3 295	90 106	21 185	242	116 056
Allemagne	5 834	9 316	57 956	18 382	517	92 005
Hollande	-	5 243	35 184	9 190	-	49 618
Pologne	995	5 644	9 478	11 612	729	28 458
Norvège	-	-	14 306	1 314	-	15 620
Portugal	4 550	1 354	2 211	475	86	8 675
Espagne	-	-	595	1 013	-	1 608
Middle East	-	7 436	34 224	3 160	-	44 820
Asia	-	4 465	27 915	7 207	-	39 588
Afrique	441	651	23 975	5 512	-	30 579
Caspienne	-	-	-	9	-	9
Autres	4 036	3 466	8 975	1 291	-	17 768
TOTAL	29 300	70 845	672 057	141 824	2 488	916 513

NOTE 6 ACTIFS FINANCIERS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

En K€	31 août 2017	31 août 2016
	Net	Net
Dépôts et Cautionnements	3 021	2 773
Autres	1 887	1 133
Titres de participations non consolidés	826	365
Titres mis en équivalence	460	1 478
Total actifs financiers et autres actifs long terme	6 195	5 748

Les titres mis en équivalence correspondent aux sociétés suivantes :

	taux de détention
KSE Bautenschutz, Leipzig, Germany	24,90%
Prezioso-Emdad, Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis)	49%

NOTE 7 IMPOTS SUR LE RESULTAT

7.1 Détail de l'impôt comptabilisé en compte de résultat

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Impôt courant	(35 158)	(39 713)
Impôt différé	(1 557)	19 964
Charge d'impôt	(36 715)	(19 750)

7.2 Situation fiscale

En France, la société « Altrad Investment Authority » est la mère de l'intégration fiscale. Ce régime s'applique à toutes les filiales françaises répondant à tous les critères d'option. Egalement, le Sous-Groupe Prezioso dispose aussi d'une intégration fiscale en France dont la mère est Prezioso Linjebygg Holding. Ces groupes d'intégration fiscale sont déficitaires au 31 août 2017.

Les filiales étrangères retiennent des options similaires lorsque les législations locales le permettent (notamment Allemagne, Australie, Pays-Bas et UK).

7.3 Impôts différés

La variation d'impôts différés constatée au compte de résultat provient essentiellement des éléments suivants :

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Différences fiscales temporaires	601	2 656
Consommations nettes de reports fiscaux déficitaires	202	14 863
Autres retraitements de consolidation	(2 360)	2 445
(Charge) / Produit d'impôt différé	(1 557)	19 964

Les impôts différés constatés au bilan se décomposent comme suit :

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Impôts différés actifs	30 675	32 073
Impôts différés passifs	(17 609)	(18 096)
Impôts différés nets	13 067	13 977

Ils proviennent des éléments suivants :

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Provisions pour avantages au personnel	1 674	2 362
Reports fiscaux déficitaires	26 990	28 793
Actifs incorporels	(10 906)	(12 983)
Retraitement du crédit bail	(1 611)	(2 191)
Autres retraitements de consolidation	(3 080)	(2 004)
Impôts différés nets au bilan	13 067	13 977

Les impôts différés actifs sur les reports déficitaires s'élèvent à 26,9 M€ au 31 août 2017 contre 28,7 M€ sur la clôture précédente. Les perspectives de bénéfices attendus sur un horizon à 5 ans ont permis de reconnaître des impôts différés sur les déficits reportables disponibles aux Pays Bas 9,7M€, en France 11M€, sur les autres entités dans les autres pays européen 6,2 M€.

Les impôts différés sur les Actifs incorporels correspondent aux impôts différés sur les marques. La diminution observée s'explique par la dépréciation du GBP par rapport à l'EURO et par la diminution du taux d'impôt à 17% aux UK contre 20% auparavant.

Le total des reports déficitaires non activés au 31 août 2017 s'élève à 134,0 M€, et se décompose comme suit :

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Allemagne	15 784	7 762
Asie	3 687	1 360
Espagne	3 284	3 284
France	92 411	58 013
Italie	2 904	2 904
Middle East	11 875	11 875
Eastern Europe	3 087	2 924
Belgique	969	969
Déficits reportables non activés	134 002	89 091

La hausse des déficits reportables non activés s'explique :

- par l'augmentation des reports déficitaires sur l'exercice 2016/2017 dans les zones géographiques suivantes : France périmètre Altrad, principalement.

Les reports déficitaires sont utilisables sans limitation de durée.

7.4 Réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle.

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Résultat consolidé avant impôts, résultat des S.M.E et activités abandonnées	175 583	146 356
Taux d'impôt en vigueur	28,92%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(50 779)	(50 390)
Impact de la différence de taux d'imposition entre les pays	20 286	14 781
Déficits reportables non activés nets	(1 120)	(1 512)
Activation des déficits antérieurs	1 335	12 851
Redressement fiscal	(55)	-
Différences permanentes	(12 716)	9 026
Divers	6 333	(4 506)
Charge d'impôt comptabilisée	(36 715)	(19 750)

La hausse de l'impact de la différence de taux d'imposition entre les pays s'explique par l'accroissement des bénéfices réalisés dans des zones géographiques soumises à un taux d'impôt plus faible qu'en France.

Les déficits reportables non activés nets correspondent aux consommations de déficits reportables non activés diminuées des déficits reportables générés sur la période et non reconnus.

Les différences permanentes sont essentiellement liées au transfert de la marque Altrad (5,8 M€) et aux écritures de consolidation sur le périmètre Prezioso (4,6 M€).

La ligne « taxes sur dividendes » correspond aux retenues d'impôts sur les activités en Angola.

La ligne « divers » correspond aux écritures de consolidation sur le P&L sans impact d'impôts concernant les dernières acquisitions externe.

NOTE 8 STOCKS

En K€	31 août 2017	31 août 2016
	Net	Net
Stocks de matières premières	32 832	29 993
Stocks d'encours	31 932	23 869
Stocks de produits intermédiaires et finis	11 770	10 897
Stocks de marchandises	68 339	67 199
Total Stocks nets	144 874	131 958

L'augmentation des stocks au 31.08.2017 est lié à la gestion du niveau des stocks des sociétés du Groupe afin d'être en mesure de répondre aux clients et aux projets en cours.

Provisions pour dépréciation des stocks

En K€	31 août 2016	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres	31 août 2017
Dépréciation Stocks Matières Premières	(2 533)	(159)	153	145	482	(1 912)
Dépréciation Stocks d'Encours	(379)	(493)	650	-	0	(221)
Dépréciation Stocks de Produits Finis	(1 252)	(81)	59	64	417	(793)
Dépréciation Stocks de Marchandises	(626)	(228)	81	37	-	(735)
Total Dépréciation sur stocks	(4 790)	(960)	944	247	899	(3 661)

NOTE 9 CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Clients nets	449 539	516 461
Paiements d'avance	4 515	4 982
Instruments financiers dérivés	-	-
Créance d'impôt exigible	15 226	21 803
Autres débiteurs nets	75 242	72 148
Total créances clients et autres actifs courants	544 522	615 393
<i>Dont Provisions pour créances douteuses et risque de non recouvrement</i>	<i>(25 866)</i>	<i>(26 593)</i>
<i>Dont Provisions sur autres actifs</i>	<i>(1 966)</i>	<i>(3 410)</i>

La rubrique autres débiteurs nets comprend notamment, pour les montants les plus significatifs, les créances fiscales (autres que les créances d'impôts exigibles) pour 25,9 M€, les autres créances pour 21,0 M€ et les charges constatées d'avances pour 16,8 M€.

Variation de la provision sur créances clients

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Provision sur créances clients N-1	(26 593)	(20 294)
Dotation nette	(922)	(2 611)
Reprise utilisée	1 094	1 713
Variation de périmètre	221	(6 435)
Ecart de conversion	284	1 360
Autres mouvements	50	(326)
Provision sur créances clients N	(25 866)	(26 593)

Au 31 août 2016, l'effet des variations de périmètre sur les provisions clients s'explique à hauteur de 6 435 K€ par l'entrée du Groupe Prezioso dans le périmètre consolidé.

A la clôture de l'exercice, l'endettement net se détaille comme suit :

En K€	31 août 2017	Échéance			31 août 2016
		- 1 an	+ 1 an/- 5 ans	+ 5 ans	
Emprunts	(968 664)	(42 318)	(549 479)	(376 867)	(1 006 279)
Crédit bail et locations fin.	(28 450)	(10 238)	(16 805)	(1 408)	(35 483)
Autres dettes financières	(14 789)	(11 935)	(2 855)	-	(15 365)
Dettes financières	(1 011 903)	(64 491)	(569 139)	(378 274)	(1 057 127)
Valeurs mobilières de placement	116 605	116 605			114 120
Disponibilités	437 354	437 354			365 314
Concours bancaires	(281)	(281)			(314)
Trésorerie nette	553 678	553 678	-	-	479 120
Endettement net	(458 225)	489 187	(569 139)	(378 274)	(578 007)

Les crédits bancaires sont souscrits en euros et les principaux contrats sont à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois

Les valeurs mobilières de placement sont constituées essentiellement de DAT (Dépôts à Terme) rémunérés à taux fixes ou progressifs en fonction des durées de placements.

Au 31 août 2017, la trésorerie nette s'élève à 554 M€. Les valeurs mobilières de placements et les disponibilités comprennent respectivement 14M€ et 25M€ de devises Angolaises qui sont liquides et disponibles au sein du pays, et qui sont soumises à des restrictions du fait du contrôle des changes applicable en Angola.

Emprunts OBSA et ORA

OBSA et ORA émis sur l'exercice 2015/2016 :

Le 29 août 2016, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 20M€ par l'émission de 32 849 obligations à bons de souscription d'actions ordinaires (« OBSA ») d'une valeur nominale unitaire de 608.85 euros, venant à échéance le 30 août 2024 et portant intérêts au taux de 6% payables annuellement. Chaque obligation est attachée à un bon de souscription d'actions (« BSA »). L'emprunt obligataire est remboursable à échéance en espèces le 30 août 2024, sauf survenance de certains cas de remboursement anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir d'anticiper le remboursement. A chaque Obligation est attaché un BSA. Chaque BSA donne droit au titulaire de souscrire une action ordinaire nouvelle au prix unitaire de 608.85€. Les BSA seront exerçables pendant 18 mois à compter du 27 février 2023 à l'initiative du détenteur des BSA.

Le 29 août 2016, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 19.9M€ par l'émission de 40 422 obligations remboursable en actions ordinaires (« ORA ») d'une valeur nominale unitaire de 494.78 euros, venant à échéance le 30 août

2024, dont les intérêts seront entièrement capitalisés et payables en espèces à date d'échéance finale. La parité de remboursement en actions est fixe à raison de 1 ORA pour 1 action à échéance. En cas de survenance de certains cas prévus au contrat, les obligataires pourraient demander le remboursement total ou partiel en espèces. L'emprunt obligataire est remboursable en actions à échéance le 30 août 2024, sauf survenance de certains cas de remboursement en actions anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir de rembourser en espèces ni de décider un remboursement anticipé.

OBSA et ORA émis sur l'exercice 2014/2015

Le 12 juin 2015, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 50M€ par l'émission de 105 506 obligations à bons de souscription d'actions ordinaires (« OBSA ») d'une valeur nominale unitaire de 473,91 euros, venant à échéance le 12 juin 2023 et portant intérêts au taux de 6% payables annuellement. Chaque obligation est attachée à un bon de souscription d'actions (« BSA »). L'emprunt obligataire est remboursable à échéance en espèces le 12 juin 2023, sauf survenance de certains cas de remboursement anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir d'anticiper le remboursement. A chaque Obligation est attaché un BSA. Chaque BSA donne droit au titulaire de souscrire une action ordinaire nouvelle au prix unitaire de 473,91€. Les BSA seront exerçables pendant 18 mois à compter du 12 décembre 2021 à l'initiative du détenteur des BSA.

Le 12 juin 2015, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 50M€ par l'émission de 156 583 obligations remboursable en actions ordinaires (« ORA ») d'une valeur nominale unitaire de 319.32 euros, venant à échéance le 12 juin 2023, dont les intérêts seront entièrement capitalisés et payables en espèces à date d'échéance finale. La parité de remboursement en actions est fixe à raison de 1 ORA pour 1

action à échéance. En cas de survenance de certains cas prévus au contrat, les obligataires pourraient demander le remboursement total ou partiel en espèces. L'emprunt obligataire est remboursable en actions à échéance le 12 juin 2023, sauf survenance de certains cas de remboursement en actions anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir de rembourser en espèces ni de décider un remboursement anticipé.

Le paiement de toutes les sommes dues au titre des Obligations OBSA 2015, les ORA 2015, les Obligations OBSA 2016 et les ORA 2016 est subordonné au remboursement des Crédits Syndiqués 2015 (500M€) et 2016 (500M€) ainsi qu'aux Dettes Placement Privé Senior (Emprunt obligataire Europp 2013 - montant 100M€ et Emprunt obligataire 2015- montant 150M€).

Les emprunts ORA font l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») entre une composante capitaux propres et une composante dettes. En effet, les emprunts sont remboursables en actions, à parité fixe, et les intérêts courus capitalisés payés obligatoirement en espèces.

La composante dette est évaluée alors comme la valeur actuelle nette des coupons payables en espèces, avec un taux

d'actualisation de 10%. La composante Equity se calcule par différence entre le montant de l'emprunt et le montant de la composante dette. Ainsi l'évaluation de la composante dette a mené à la comptabilisation de 19,3 M€ en Autres fonds d'actionnaires et de 50,6 M€ en Capitaux propres.

Les emprunts OBSA ne font pas l'objet d'une comptabilisation séparée au 31 août 2017. En effet, l'évaluation de la composante dette a mené à la détermination d'une composante capitaux propres nulle. Il est donc en totalité présenté sur la ligne « Autres fonds d'actionnaires » pour 70M€ y compris les intérêts capitalisés pour 3.8 M€.

Le « split accounting » des ORA/OBSA se présente comme suit :

en M€			
	OBSA- ORA	31 août 2017	31 août 2016
Equity		50,6	50,6
Autres fonds actionnaires y compris intérêts		93,2	91,1

Emprunt Obligataire

En novembre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire Euro-PP non convertible admis aux négociations sur le marché règlement Euronext, ayant permis de lever des fonds à hauteur de 100 M€, avec un remboursement in fine à 7 ans. Il est indexé au taux fixe de 4,4%, avec un coupon remboursable annuellement.

Le 5 mai 2015, le Groupe a émis un emprunt obligataire non convertible admis aux négociations sur le Marché Libre d'Euronext, ayant permis de lever des fonds à hauteur de 150 M€, avec un remboursement in fine à 7 ans. Il est indexé au taux fixe de 3,3%, avec un coupon remboursable annuellement.

Crédits syndiqués

1/ Le crédit syndiqué signé en janvier 2011, pour un montant total de 32,5 M€ avec les partenaires financiers du Groupe a été utilisé pour financer l'acquisition des actions Altrad SA détenues par Crédit Agricole Private Equity, ainsi que le compte-courant s'élevant à 561 K€. Le remboursement de l'exercice s'élève à 10 M€. Le crédit est donc totalement remboursé au 31 août 2017.

Tranche	Montant (M€)	Date de fin des remboursements	Commentaires	Montant restant dû 31/08/2017	Montant restant dû 31/08/2016
A1	13,7	févr-16	M€	0	0
A2	6	févr-17	Remboursement in fine	0	6M€
B1	8,8	févr-16	1,76M€	0	0
B2	4	févr-17	Remboursement in fine	0	4M€
TOTAL	32,5			0	10 M€

2/ Le crédit syndiqué, signé en mars 2015, d'un montant total de 500 millions d'euros, sur une durée de six ans s'articule comme suit :

Tranche	Montant (M€)	Objet	Commentaires	Montant restant dû au 31/08/2017 (M€)	Montant restant dû au 31/08/2016 (M€)
				96	105
A	115	Refinancer TA crédit 2012			
B	220	(Re)financer les invts corporels ou incorporels et les opérations de croissance externe éligible	Tirage par tranches 6 Tirages maximum (5 meur min / Tirage). Réserve de tirage disponible de 100M€	108	120
C	50	Financer les besoins généraux du Groupe (BFR)	Reserve disponible de 50M€	0	0
D	115	Pour le compte de l'emprunteur, de ses filiales et en cas d'acquisition Hertel		NA	NA
TOTAL	500			204	225

3/ Le crédit syndiqué d'un montant total de 500 M€, signé en mars 2016 pour une durée de 7 ans avec le pool bancaire du Groupe a été utilisé pour financer l'acquisition du Groupe Prezioso. Le prêt a été mis à la disposition en un tirage unique de 500 millions d'euros, en mai 2016.

Les dates de remboursement de l'emprunt sont les suivantes :

- 14 mars 2021 : 125 M€
- 14 mars 2022 : 125 M€
- 14 mars 2023 : 250 M€

Certains emprunts bancaires souscrits et notamment les contrats détaillés ci-dessus, comportent des clauses imposant le respect de ratios financiers. Pour l'essentiel, ces covenants bancaires portent sur les fonds propres et l'endettement net du Groupe. Le non-respect des ratios fixés donne aux prêteurs concernés la faculté d'exiger le remboursement anticipé de leurs concours.

Covenants	Crédits syndiqués 2015 et 2016 Emprunts obligataires 2013 et 2015
R1 = Dettes financières nettes/ EBE	< 3
R2 = Dettes financières nettes / Fonds propres	< 1,4

Le Groupe respecte l'ensemble de ces conditions au 31 août 2017.

11.1 Engagements financiers

en K€	31 août 2017	31 août 2016
Cautions en garanties de tiers	126 266	127 078
Nantissements fonds de commerce, matériel, actions	950	950
Hypothèques immeubles	7 500	7 500
Engagements donnés	134 716	135 528
Garanties de marchés	-	195
Cautions reçues	192 913	183 312
Engagements reçus	192 913	183 507

11.2 Ventes avec clause de réserve de propriété

Les conditions générales et spéciales de ventes garantissent à certaines sociétés du Groupe la propriété des biens vendus

jusqu'au paiement intégral des sommes qui leur sont dues. Par conséquent, certaines des créances figurant au poste clients et résultant de la vente de produits fabriqués et de marchandises sont assorties de cette clause.

NOTE 12 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Conformément à ses obligations de couverture prévues dans les contrats de crédits syndiqués (minimum 60% de l'encours), le Groupe détient 2 contrats de CAP pour garantir le taux des

crédits, qui sont rémunérés à taux variable (Euribor 3 mois flooré).

Les caractéristiques de ces CAP sont les suivantes :

	CAP (1)	CAP (2)
Date de souscription	28/07/2015	18/08/2016
Période garantie	30/07/2015-16/03/2019	15/08/2016-16/09/2019
Notionnel	141 M€	300 M€
Taux garanti	1%	0%
Taux de marché	EUR3M	EUR3M
Prime payée	0,02% prime flat	0,064% prime lissée Selon échéancier trimestriel

Au 31 août 2017, la juste valeur des CAP restant en place à la clôture est de -206K€ et à ce titre comptabilisé en instruments dérivés passifs non courants.

change auxquels l'expose son activité. Les couvertures de change mises en place par le Groupe concernaient des transactions futures hautement probables et identifiées. Les principaux instruments de couverture utilisés par le Groupe contre les risques de changes étaient les suivants :

Au cours des exercices précédents, le Groupe Prezioso a utilisé des instruments financiers afin de se protéger des risques de

	31 août 2016	
	Valeur de marché	Valeur nominale
Achat d'USD contre EUR	Échéance 2017 et au-delà	31/08/2016
Vente d'USD contre EUR	(1 897)	30 700

Le Groupe avait testé le caractère efficace de ses couvertures de change. La part non efficace étant jugée non significative, 100% de la variation de la Juste Valeur avait été comptabilisée en Capitaux propres pour un montant de 4 614K€.

Au cours de l'exercice clôturé le 31 août 2017, le Groupe n'a pas eu recours à ce type d'instrument de couverture.

NOTE 13 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES

13.1 Risques financiers

13.1.1 Exposition au risque de change

De par la diversification géographique de ses activités, le Groupe Altrad est exposé au risque de conversion, c'est-à-dire que ses états financiers sont sensibles aux variations des parités de change lors de la consolidation de ses filiales étrangères hors « zone Euro ». Néanmoins, le risque de change reste modéré du fait de la réalisation de la majorité de ses achats et ses ventes dans la même devise locale, ou en couverture naturelle. L'exposition au risque de change dans les pays éventuellement sensibles est suivi tant à court terme qu'à long terme par la Direction Générale du Groupe. Le résultat opérationnel du Groupe n'est pas exposé de façon significative au risque de change. En ce qui concerne la conversion d'une partie de notre dette en GBP, pour refléter la part importante du Royaume Uni dans notre activité (approche ALM), la mise en place d'un SWAP de devises est à l'étude.

13.1.2 Exposition au risque de taux

Pour ce qui est de l'endettement moyen terme, la totalité est indexée sur l'Euribor 3 mois et bénéficie d'une couverture risque d'une période maximum de 5 ans. Les contrats de couverture de taux d'intérêts souscrits en adossement du crédit structuré sont listés supra.

Certains crédits et prêts moyen termes souscrits par le Groupe comportent des clauses imposant le respect de ratios financiers (portant pour l'essentiel sur les fonds propres, l'excédent brut d'exploitation et l'endettement net consolidés). L'ensemble de ces conditions fait l'objet d'une vigilance toute particulière.

13.1.3 Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité lié à la dette globale du Groupe est centralisé au sein de la société mère du Groupe. Les filiales contractent leur financement court et moyen terme auprès de la société mère, sauf cas particuliers, et sont soit intégrées dans le cash pooling, soit font l'objet d'avances ou de remboursements de trésorerie par le biais de comptes courants. Afin de disposer de capacités, financières suffisantes tant pour développer son activité que pour financer son besoin en fonds de roulement le Groupe a contracté des financements diversifiés et a rallongé la maturité de sa dette notamment en contractant des emprunts obligataires remboursables in fine, et en négociant des échéances à plus de cinq ans avec son pool bancaire. Egalement, le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées via les contrats de crédits syndiqués. Le Groupe maintient une position de cash disponible élevé de l'ordre de 400M€ en moyenne.

13.1.4 Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit, ou de contrepartie, est le risque de perte sur une créance, ou plus généralement celui d'un tiers qui ne paie pas sa dette à temps. Le risque de crédit rencontré dans le groupe est variable par zone géographique et par activité. Ce risque est particulièrement élevé dans les activités de négoce, en raison de la multitude de clients, ainsi que dans les économies émergentes basées sur le pétrole.

De façon à se prémunir de ce risque, le groupe a mis en place depuis plusieurs années des procédures visant à :

- S'assurer que les couvertures nécessaires vis à vis d'un nouveau client sont acquises avant toute ouverture de son compte (caution bancaire, délégation de paiement, etc...).
- Suivre les encours des clients et relancer les factures au plus tôt afin de récupérer les règlements avant l'échéance de la facture.
- D'informer la force commerciale de tout dérapage de règlement afin qu'ils contactent leurs clients.
- De limiter les commandes si l'encours est trop important par rapport à sa couverture.

13.2 Risques économiques

La progression du secteur de la location industrielle ainsi que l'acquisition du Groupe Hertel sur l'exercice 2014/2015 permet de compenser les baisses d'activités liées aux secteurs d'activité générique du bâtiment et de la construction. L'acquisition des Groupe Hertel et Prezioso ces deux dernières années s'inscrit dans la volonté du Groupe d'élargir le champ de ses activités afin de réduire le risque économique.

13.3 Risques sur les matières premières

Dans le cadre de son exploitation, les activités du Groupe nécessitent l'acquisition d'un volume important de matières premières, représentant près de 22% du chiffre d'affaires consolidé telles que l'acier, l'aluminium ou le zinc, à des fins d'approvisionnement. Ces achats sont centralisés au sein du Groupe par une cellule dédiée afin d'optimiser l'approvisionnement des éléments nécessaires à la fabrication

des produits du Groupe. Les contrats de vente conclus avec les clients du Groupe contiennent pour la plupart des clauses de révision de prix permettant dans une certaine mesure de réduire le risque d'évolution défavorable du prix des matières premières. Le Groupe a également mis en place une politique de couverture ciblée via des achats à terme pilotés en central par des acheteurs spécialisés.

13.4 Risques liés à la sécurité des biens

En matière de sauvegarde des actifs, une politique rigoureuse de prévention des vols reste toujours d'actualité.

13.5 Risques liés à la sécurité des personnes

Les métiers du Groupe intègrent des activités susceptibles de présenter des risques pour le personnel, qu'ils soient liés à l'équipement, aux machines utilisées pour la conception des produits ou à l'organisation logistiques des sites de production. Sensibilisé à la sécurité de ses employés, le Groupe a mis en place un plan de prévention des risques visant à former son personnel en matière de sécurité et à veiller au respect des règles d'hygiène et de sécurité au sein du Groupe. Le Groupe a par ailleurs mis en place une politique d'investissement dans du matériel de protection individuel pour ses employés et procède à des contrôles réguliers. Enfin, avec le lancement de la campagne sécurité « Beyond Zero a culture of safety », le Groupe a fait de la politique de prévention une de ses principales priorités.

NOTE 14 ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Au 31 août 2016, les actifs destinés à être cédés s'élevaient à 1.6 M€ et comprenaient notamment l'ensemble immobilier (terrain et constructions) pour 1,5 M€ sur lequel s'exerçait l'activité de production de la société Guy Noël Production arrêtée depuis mai 2011.

La variation de la période (-1,5 M€) s'explique principalement par la vente de l'ensemble immobilier (terrain et constructions) pour un montant de 4.2 M€.

NOTE 15 CAPITAUX PROPRES

15.1 Distribution de dividendes

Altrad Investment Authority a distribué 20 256 K€ de dividendes à ses actionnaires au titre de l'exercice 2015/2016.

Sur l'exercice précédent, la distribution de dividendes était de 8 627 K€, et de 8 126 K€ au titre de l'exercice 2013/2014.

15.2 Composition du capital social

	Nombre	Valeur Nominale	Montant
Actions composant le capital social au début de l'exercice	3 375 925	100 euros	337 592 500
Actions émises pendant l'exercice	-	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice	3 375 925	100 euros	337 592 500

La répartition du capital à cette date est la suivante :

Actionnaires	Nombre de parts détenues	% détention
Altrad Participations	2 625 634	77,78%
BPI France	366 987	10,87%
CM CIC capital	244 658	7,25%
Arkéa Finances	81 552	2,42%
BNP Paribas Développement	57 086	1,69%
Autres	8	0,00%
TOTAL	3 375 925	100,00%

15.3 Intérêts minoritaires

Au 31 août 2017, compte tenu de l'existence de clauses de rachat des intérêts minoritaires conduisant à ne pas reconnaître les Intérêts minoritaires liés (Cf. 2.1.3), les principales contributions à ce poste sont issues de :

En K€	31 août 2017			31 août 2016		
	% des minoritaires	Intérêts minoritaires	Dont Résultat 2017	% des minoritaires	Intérêts minoritaires	Dont Résultat 2016
Altrad Asia	20%	291	287	20%	4	144
Altrad Coffrages et étalements (ex J)	2%	213	14	2%	195	22
AlKhodari-Hertel	50%	84	(149)	50%		
Hertel Yanda	49%	3 268	(43)	49%	3 487	175
Hertel Dresden	49%	707	(52)	49%	877	127
Prezioso	10%	(1 566)	885	10%	(2 659)	(668)
Autres		594	(5)		418	(6)
Total Intérêts minoritaires		3 590	936		2 321	(205)

La variation des minoritaires s'explique principalement par les minoritaires compris dans le périmètre Prezioso : Angola, Nigéria, Norvège, Namibie, Algérie, Guinée Equatoriale et Ghana.

NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en K€	31 août 2017	31 août 2016
Provisions pour avantages sociaux, non courants	12 357	17 304
Provisions pour risques & charges, non courants	58 925	68 720
Provisions et avantages sociaux, non courants	71 282	86 024
Provisions pour avantages sociaux, courants	137	141
Provisions pour risques & charges, courants	36 474	53 463
Provisions et avantages sociaux, courants	36 611	53 604
Total Provisions et avantages sociaux	107 893	139 629

Le poste "Provisions pour avantages sociaux" intègre les provisions constatées en consolidation conformément à IAS19 révisée pour les avantages au personnel postérieurs à l'emploi, tels que engagements de retraite, médailles du travail, jubilées...

Les principaux éléments sont détaillés, dans la rubrique ci-après, relative aux « provisions pour avantages sociaux ».

Le poste « Provisions pour risques et charges » correspond aux différents litiges ou risques que le Groupe a jugé utile de provisionner conformément aux règles de prudence, ainsi qu'aux frais de procédures et honoraires y afférant. Au 31 août 2017, il s'agit notamment des :

- provisions pour coûts fiscaux (contrôle fiscal)
- provision pour restructuration
- provisions pour pertes à terminaison sur contrat
- provisions pour contrats déficitaires
- provisions pour litiges tels que :
 - les indemnités de rupture de contrats de location ;
 - les litiges chantiers des filiales de location ;
 - les litiges sociaux ;
 - les litiges fournisseurs ;
 - les litiges relatifs à l'acquisition de filiales.

Les provisions pour pertes à terminaison et risques chantiers représentent 6,5 millions d'euros au 31 août 2017.

- provisions pour coûts sociaux (primes, transactions, contrôle Urssaf...)

16.1 Variation des provisions pour R&C et avantages sociaux

Les variations de provisions se décomposent comme suit :

En K€	31 août 2016	Variation en résultat			Variation en capitaux propres	Ecart conversion	Autres	31 août 2017
		Dotations	Utilisations	Reprises				
Provisions pour avantages sociaux	17 445	1 716	(2 850)	(958)	(2 853)	(55)	49	12 494
Provisions pour risques et charges	74 027	14 472	(11 905)	(3 951)	-	(217)	1 056	73 482
Provisions pour restructuration	48 156	164	(15 350)	(10 748)	-	(305)		21 917
total provisions et avantages sociaux	139 628	16 352	(30 105)	(15 657)	(2 853)	(577)	1 105	107 893

Les provisions pour risques et charges :

Les dotations de l'exercice s'élèvent à 14,5 M€ et concernent notamment la société Altrad Investment Authority pour un montant de 5,2 M€. Cette provision correspond principalement au contrat d'intéressement quadri annuel mis en place sur l'exercice 2015/2016.

Les reprises de provision utilisées de l'exercice s'élèvent à 11,9 M€ sur l'exercice et concernent

- à hauteur de 3,1 M€ des provisions du bilan d'ouverture de Prezioso visant à couvrir :
 - l'impact du contrôle URSSAF concernant les années antérieures à l'acquisition du Groupe Prezioso (1,4M€)
 - et les pertes sur chantiers dont les contrats avaient été signés par le management précédent (1,9M€).
- A hauteur de 2,8 M€ des pertes sur chantiers réalisés par la société Poujaud.

Les provisions pour restructuration :

Les reprises de provisions utilisées (15,4 M€ sur l'exercice) sont notamment constituées des sociétés du périmètre Hertel pour un montant de 8,7 M€ et de Prezioso pour un montant de 6,1 M€.

Les reprises de provisions non utilisées (10,7 M€ sur l'exercice) concernent à hauteur de 8,6M€ des provisions du bilan d'ouverture du groupe Hertel devenues sans objet.

Le solde des provisions pour les sociétés du périmètre Hertel est de 12,1 M€ au 31 août 2017 contre 31,5 M€ sur l'exercice précédent et concernent les zones géographiques suivantes : UK, Azerbaïdjan, Allemagne, Middle East. Le solde des provisions pour les sociétés du périmètre Prezioso est de 9,4 M€ au 31 août 2017 contre 15,5 M€ sur l'exercice précédent et concernent principalement les zones géographiques suivantes : Afrique, Norvège, Europe continentale

NOTE 17 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES

17.1 Principales hypothèses retenues

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

	31 août 2017				31 août 2016			
	France	Angola	Pologne	UK	France	Angola	Pologne	UK
Taux d'actualisation	1,45%	NA	2,90%	2,40%	0,79%	15,50%	2,80%	1,95%
Taux de progression des salaires	3,00%	NA	0%-3%	NA	3%	7%	3%	NA
Taux de mobilité	0-6,22%	NA	3%-6%	NA	0-6,63%	Fort	3%	NA
Taux de mortalité	INSEE 2017	NA	Tableau espérance de vie 2016 (Institut National des Statistiques)	120% S2PA CMI2015	INSEE 2015	tables françaises INSEE 04-06 H & F	Tableau espérance de vie 2014 (Institut National des Statistiques)	120% S2PA CMI2015

17.2 Ventilation des provisions pour avantages au personnel par nature

En K€	31 août 2017		31 août 2016	
	LT	CT	LT	CT
Régimes à prestations définies	9 697	72	14 688	46
Médailles du travail & Jubilee	2 043	57	2 018	83
Autres engagements réglementaires	423	7	92	13
Autres provisions pour R&C sociaux	-	-	-	-
Participation salariale	194	-	506	-
Autres	-	-	-	-
Total Provisions avantages au personnel	12 357	137	17 304	141

17.3 Ventilation des avantages au personnel par pays

En K€	France	Pologne	UK	Autres pays	Total
Régimes à prestations définies	8 517	657	553	42	9 768
Médailles du travail et Jubilées	1 190	887	-	24	2 101
Autres engagements réglementaires	-	85	-	345	430
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-
Participation salariale	194	-	-	-	194
Total Provisions avantages sociaux au 31 août 2017	9 901	1 628	553	411	12 493
Total Provisions avantages sociaux au 31 août 2016	13 066	1 635	2 675	68	17 444

17.4 Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité (en %) de la provision comptabilisée, au 31 août 2017, au titre des régimes à prestations définies :

	31 août 2017
Hausse de 0,25% du taux d'actualisation	-3,81%
Baisse de 0,25% du taux d'actualisation	4,00%

17.5 Incidence des engagements de retraite sur les flux futurs de trésorerie

en K€	TOTAL	Échéance échue	Échéance inférieure ou égale à 1 an	Échéance comprise entre 1 et 5 ans	Échéance au delà des 5 ans
Régimes à prestations définies	9 769	-	72	780	8 917

NOTE 18 PASSIFS COURANTS

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Fournisseurs	403 517	397 015
Acomptes clients	6 035	10 330
Dettes fiscales	58 647	51 987
Dettes sociales	89 879	108 053
Instruments financiers dérivés	-	-
Dettes d'impôt exigible	18 848	24 665
Autres crédateurs	133 418	125 078
Total passifs courants	710 345	717 129

Le poste « autres crédateurs » comprend notamment :

- Les autres dettes pour 59 M€ dont 35,3 M€ de juste valeur des put options sur rachat de minoritaires Trad et Irbal.
- Les produits constatés d'avance pour 54,8 M€.

NOTE 19 AUTRES PASSIFS NON COURANTS

En K€	31 août 2017	31 août 2016
Autres passifs non courants	11 841	6 274
Fournisseurs d'immobilisations non courants	30 274	71 649
Instruments financiers dérivés non courants	221	1 898
Total autres passifs non courants	42 335	79 820

- Le poste Fournisseurs d'immobilisations non courant inclut :
 Au 31 août 2017, les justes valeurs des put options sur rachat des minoritaires :
 - Groupe PREZIOSO : 27 333K€ vs. 29 333 K€ en N-1
 - TRAD HIRE & SALES : 0K€ vs. 29 512 K€ en N-1
 - TRAD GROUP : 0K€ vs. 7 926 K€ en N-1
 - DESSA : 664K€ vs. 722 K€ en N-1
 - STAR EVENTS : 173 K€ vs 188 K€ en N-1
- Le poste Autres passifs non courants inclut les dettes sociales non courantes pour 8,8 M€ au 31 août 2017.
- Le poste Instruments financiers dérivés non courants comprend un instrument couverture pour les risques de taux d'intérêt.

La variation des autres passifs non courants s'explique principalement par le reclassement des put TRAD HIRE & SALES, TRAD GROUP et de 2M€ des put Prezioso en passifs courants.

20.1 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	31 août 2017	Equipement	Services	support	Autres
Produits des activités ordinaires	2 160 295	630 696	1 528 751	647	201
Coût des matières & marchandises consommées	(483 605)	(258 863)	(190 662)	(34 080)	(0)
Charges de personnel	(869 058)	(112 885)	(751 838)	(4 335)	0
Frais généraux et administratifs	(482 273)	(92 160)	(374 234)	(15 658)	(221)
Provisions & amortissements	(84 134)	(39 421)	(44 501)	(130)	(83)
<i>Opérations d'exploitation intra-groupe</i>		<i>(50 156)</i>	<i>(36 062)</i>	<i>86 382</i>	<i>(165)</i>
Résultat opérationnel courant	241 225	77 211	131 455	32 826	(267)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(9 603)	(8 214)	(1 612)	(3 424)	3 648
Coûts de restructuration & de sous-activité	(10 087)	(8 127)	(1 960)	0	0
Résultat opérationnel	221 534	60 869	127 883	29 402	3 381
Produits trésorerie et équivalent de trésorerie	2 606	84	1 858	664	0
Coût de l'endettement financier brut	(29 378)	(421)	(818)	(28 138)	(0)
Coût de l'endettement financier net	(26 771)	(336)	1 040	(27 475)	0
Autres produits financiers (dont gains de change)	7 196	2 517	1 319	3 360	0
Autres charges financières (dont pertes de change)	(26 377)	(2 799)	(16 905)	(6 673)	0
<i>Opérations financières intra-groupe intra-groupe</i>		<i>(1 641)</i>	<i>(4 261)</i>	<i>5 736</i>	<i>167</i>
Résultat avant impôt	175 583	58 610	109 076	4 350	3 548
Impôts sur le résultat	(36 715)	(15 223)	(21 039)	1 393	(1 846)
Quote-part de résultat des S.M.E.	(309)	0	(309)	0	0
Résultat net des activités poursuivies	138 558	43 387	87 728	5 743	1 702
Résultat net des activités abandonnées	(1)	0	(1)	0	0
Résultat net consolidé	138 558	43 387	87 727	5 743	1 702

20.2 Bilan

ACTIF (en milliers d'euros)	31 août 2017	Equipement	Services	support	Autres
Ecarts d'acquisition	845 947	85 345	760 602	(0)	0
Immobilisations incorporelles	71 227	40 768	28 152	2 308	0
Immobilisations corporelles	333 187	174 894	147 740	9 365	1 188
Actifs financiers et autres actifs non courants	6 195	(2 192)	10 284	(1 897)	0
Actifs d'impôts différés	30 675				
Actifs non courants	1 287 231	71 982	228 952	954 121	1 500
Stocks	144 874	110 946	33 928	(0)	0
Créances clients	449 539	116 086	332 774	605	74
Impôts courants	15 226	1 744	13 526	(45)	1
Autres actifs courants	79 757	15 901	46 812	16 657	387
Trésorerie et équivalents de trésorerie	553 959	87 613	184 650	281 266	430
Actifs courants	1 243 355	332 290	611 690	298 483	892
Actifs destinés à être cédés	77				
TOTAL ACTIF	2 530 663	404 272	840 642	1 252 604	2 392

PASSIF(en milliers d'euros)	31 août 2017	Equipement	Services	support	Autres
Autres Fonds Actionnaires	93 224				
Dettes financières non courantes	947 413				
Provisions et avantages sociaux non courants	71 282	9 501	50 028	11 753	0
Autres passifs non courants	42 335	1 931	10 292	28 137	1 974
Passifs d'impôts différés	17 609				
Passifs non courants	1 171 864	11 433	60 320	39 890	1 974
Dettes financières courantes	64 771				
Provisions et avantages sociaux courants	36 611	4 240	32 371	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	403 517	150 456	246 252	6 795	14
Impôts courants	18 848	3 422	15 338	88	0
Autres passifs courants	287 979	68 232	179 154	40 543	49
Passifs courants	811 726	267 034	667 993	(180 194)	(7 877)
TOTAL PASSIF	1 983 590	278 466	728 313	(140 304)	(5 903)

21.1 **Produits des activités ordinaires**

La répartition des produits des activités ordinaires du groupe par destination entre la France et l'étranger s'analyse comme suit :

en M€	31 août 2017	31 août 2016
Afrique	171	105
Allemagne	294	294
Australie	165	228
Belgique	239	215
France	461	391
Royaume Uni	492	549
Autres pays d'europe	254	218
Autres pays du monde	85	157
Total produits des activités ordinaires	2 160	2 158

Les produits des activités ordinaires par branche d'activité se décomposent de la façon suivante :

en M€	31 août 2017	31 août 2016
Location et services	1 538	1 575
Le matériel pour le bâtiment et les collectivités	622	583
Total produits des activités ordinaires	2 160	2 158

21.2 **Charges de personnel**

en K€	31 août 2017	31 août 2016
Masse salariale	(807 776)	(875 574)
Participation	(1 259)	(861)
Autre	(60 023)	(61 779)
Total charges de personnel	(869 058)	(938 214)

La rubrique « autre » comprend notamment les charges de personnel intérimaire.

Effectif du groupe à la clôture de l'exercice

	31 août 2017		31 août 2016	
	Effectif	%	Effectif	%
CDI	14 879	71%	14 982	71%
CDD	6 078	29%	6 265	29%
Total	20 957	100%	21 247	100%
France	3 742	18%	3 824	18%
Etranger	17 215	82%	17 423	82%
Total	20 957	100%	21 247	100%

Répartition des effectifs

	31 août 2017		31 août 2016	
	Effectif	%	Effectif	%
Pôle Service	17 710	85%	17 847	84%
Pôle Equipement	3 247	15%	3 400	16%
Total	20 957	100%	21 247	100%

NOTE 22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants » se détaille comme suit

en K€	31 août 2017	31 août 2016
Autres produits / (charges) nets sur opération de gestion (1)	(13 135)	(27 875)
Produits / (charges) nets sur cession d'éléments d'actif (2)	3 531	3 980
Total Autres produits et charges opérationnels non courants	(9 603)	(23 894)

- (1) En 2017, les autres charges nettes sur opération de gestion incluent :
- Les frais d'acquisition de Cape pour 3,4M€
 - La variation nette de la provision pour charge de 4,8 M€ au titre du contrat d'intéressement quadri annuel mis en place sur l'exercice 2015/2016
 - Un redressement de TVA pour 3,3 M€ sur la filiale allemande Altrad Plettac Assco
 - Une perte de 2,4M€ sur Prezioso en Norvège lié à un client en difficulté financières.

En 2016, les autres charges nettes sur opération de gestion incluent :

- Les frais d'acquisition Prezioso pour 1,1 M€
- La provision pour charge de 4,3 M€ au titre du contrat d'intéressement quadri annuel mis en place sur l'exercice 2015/2016.

- Un litige client pour 1,2 M€ sur le périmètre Balliauw en Belgique
- Une perte sur chantiers en France chez Comi Service pour 900 K€
- Des charges complémentaires en France sur Poujaud pour 1,5 M€ et en Allemagne sur Altrad Plettac Assco pour 700K€

- (2) En 2017, les produits nets sur cession d'éléments d'actifs incluent notamment le produit sur la cession d'un ensemble immobilier en France pour 3.2M€.

En 2016, les produits nets sur cession d'éléments d'actif incluent notamment le produit de cession des titres de Jalmat Qatar pour 1.5M€, et le produit de cession de matériel d'échafaudages Layher par Comi Service pour un montant de 1.2M€

NOTE 23 RESULTAT FINANCIER

en K€	31 août 2017	31 août 2016
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie	2 606	3 466
Coût de l'endettement financier brut	(29 378)	(26 681)
Coût de l'endettement financier net	(26 771)	(23 215)
Autres produits financiers (dont gains de change)	7 196	10 436
Autres charges financières (dont pertes de change)	(26 377)	(20 239)
Total des autres produits et charges financiers	(19 181)	(9 803)
Résultat financier	(45 953)	(33 018)

NOTE 24 RESULTAT NET PAR ACTION

	31 août 2017	31 août 2016
Numérateur (en K€)		
Résultat Net - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	137 621	127 087
Dont résultat net des activités poursuivies	137 622	126 794
Résultat Net dilué - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	142 101	129 985
Dont résultat net des activités poursuivies	142 102	129 692
Dénominateur (en K€)		
Nombre moyen d'actions	3 375 925	3 375 925
Nombre total d'actions potentielles dilutives	335 360	335 360
OBSA	138 355	138 355
ORA	197 005	197 005
Nombre moyen d'actions -dilué	3 711 285	3 638 415
Résultat par action (en €)	40,77	37,65
Résultat dilué par action (en €)	38,29	35,73
Résultat par action des activités poursuivies (en €)	40,77	37,56
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en €)	38,29	35,65

NOTE 25 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes du Groupe concernant l'exercice clos le 31 août 2017 sont les suivants :

Honoraires des commissaires aux comptes (En K€)	Ernst & Young	Grant Thornton
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité (Entités + entités contrôlées (1))	1 459	122
Services autres que la certification des comptes (2) (Entités + entités contrôlées (1))	46	
TOTAL	1 505	122

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement ainsi que les entités contrôlées conjointement dès lors que les honoraires sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité.

▪ **Croissance externe**

Acquisition du Groupe Cape

Le Groupe Altrad a annoncé, le 7 juillet, le dépôt d'une offre publique d'achat (OPA) sur le Groupe Cape, un des leaders mondiaux dans la fourniture de services à l'industrie intervenant principalement dans le secteur de l'énergie.

Cette offre a été recommandée à l'unanimité par le conseil d'administration de Cape. Après l'obtention de l'autorisation des autorités de contrôle des concentrations du Royaume-Uni, l'offre est devenue inconditionnelle et a été clôturée le 8 septembre 2017. A ce jour, le Groupe Altrad détient 100% de Cape. Le Groupe Cape sera consolidé dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 8 septembre 2017.

Le prix d'acquisition des titres Cape s'élève à 370M€ et la dette bancaire du Groupe Cape a été remboursée pour un montant de 220M€.

Le pool bancaire a été sollicité pour la mise en place d'un nouveau crédit syndiqué d'un montant total de 400M€. Le contrat a été signé en juillet 2017 avec une banque et a ensuite fait l'objet d'une syndication avec le pool bancaire historique, ainsi que deux nouveaux partenaires financiers. Le tirage de cet emprunt est intervenu en septembre 2017.

Ces ressources nouvelles ont permis de sécuriser l'acquisition de la Cape, dès l'annonce de l'OPA.

Cape compte en 2016, 16 000 employés opérant sur 23 pays pour un chiffre d'affaires de £ 863.5m. Suite aux rapprochements réussis avec les groupes Hertel en 2015 et Prezioso en 2016, cette acquisition représente une opportunité exceptionnelle, en ligne avec la stratégie du groupe dont l'objectif est de devenir leader mondial dans les services à l'industrie.

NOTE 27 INFORMATIONS RELATIVES AUX DIRIGEANTS SOCIAUX

Le montant des jetons de présence alloués, au titre de l'exercice, aux membres des organes de direction de la société ALTRAD INVESTMENT AUTHORITY, à raison de leurs fonctions dans des entreprises contrôlées est de 150 K€, à l'exception des rémunérations versées dans le cadre des contrats de travail. En effet, cette information n'est pas mentionnée, car cela reviendrait à donner une information nominative.